



RAPPORT DU DÉLÉGATAIRE

EXERCICE 2020/ 2021



Société d'Expansion Touristique de Biarritz

Casino Barrière Biarritz

Sommaire



Introduction

- A. Textes réglementaires relatifs au présent rapport
- B. Renseignements juridiques

PARTIE 1 Données comptables

- I. Rapport financier
- II. Patrimoine
- III. Engagements financiers

PARTIE 2 Analyse de la qualité des ouvrages ou des services

- I. Mesures de la qualité de service
- II. Mesures pour une meilleure satisfaction des usagers
- III. Mesures pour une meilleure satisfaction des usagers au travers de l'amélioration du bien-être des collaborateurs
- IV. Développement durable et RSE

PARTIE 3 Annexe : Compte-rendu technique et financier

- I. Compte-rendu financier
- II. Compte-rendu technique

PARTIE 4 Perspectives et événements post clôture

Documents joints

Introduction



A. Le rapport annuel du délégataire qui vous est soumis répond aux obligations réglementaires et contractuelles suivantes :

a. Article du Code de la commande publique

Articles L3131-5, R3131-2, R3131-3 et R3131-4 du Code de la commande publique.

b. Articles du Cahier des Charges

Article 30.2 relatif au suivi de l'exécution du cahier des charges :

Conformément aux dispositions de l'Art. L1411.3 du Code général des collectivités territoriales, le Délégataire remet à la Ville de Biarritz, chaque année, au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice auquel il se rapporte, un rapport comportant :

- un compte rendu technique,
- un compte rendu financier,
- une analyse de la qualité de service,
- une annexe permettant à la ville de Biarritz d'apprécier les conditions d'exécution du service public,
- un rapport commercial »

B. Les renseignements juridiques sur l'exploitation

La Société d'Expansion Touristique de Biarritz exploitant le casino de Biarritz est une société anonyme au capital de 88.000 € dont le siège social est situé 1 avenue Edouard VII à Biarritz 64200, inscrite au RCS de Bayonne sous le n° 572 722 114.

La Société d'Expansion Touristique de Biarritz est une filiale de la Société Biarrote de Participation, elle-même filiale de Groupe Lucien Barrière, société par actions simplifiée, au capital de 1.215.144,68 € ayant son siège 33 Rue d'Artois– 75008 Paris.

Le cahier des charges a été renouvelé le 16 juillet 2012 pour une durée de 20 ans à compter du 1er janvier 2013, expirant donc le 31 décembre 2032.

Un avenant n°1 a été signé le 28 juillet 2015 relatif aux horaires d'ouverture des jeux.

L'autorisation de jeux en vigueur a été délivrée le 1er janvier 2016 pour une durée de 5 ans ayant expiré le 31 décembre 2020. Aussi, une nouvelle autorisation de jeux a été accordée par arrêté du 11 décembre 2020, pour une durée de 5 ans, expirant donc le 31 décembre 2025.

Actionnariat du Groupe Barrière :

La famille Desseigne Barrière, actionnaire majoritaire de la Société Groupe Lucien Barrière détient, depuis le 4 mars 2011, 60 % du capital de Groupe Lucien Barrière, et la Société

Fimalac Développement (filiale de Fimalac SA) en détient 40%, après avoir acquis les titres auprès du Groupe Accor.

L'actionnariat de Groupe Barrière n'a pas été modifié sur l'exercice 2020/2021.

Prestations de service réalisées par Groupe Barrière :

La Société, en appartenant au Groupe Barrière, bénéficie, en renfort de ses équipes locales dédiées à ses activités, de services transverses fournis par le Siège qui lui procurent à la fois l'impulsion et la stratégie, mais aussi la cohérence et le suivi en mutualisant des ressources dont la Société ne pourrait se doter seule.

Dans ce cadre, la Société échange directement avec l'ensemble des Directions du Siège, avec qui elle entretient d'étroites relations, à savoir :

- La Direction Générale Casino composée de la Direction des Jeux et de la Direction de la Sécurité,
- La Direction Générale Commercial, Marketing et Technologie Groupe est composée des Directions Marketing & Artistique ; Qualité et Technologies,
- La Direction Générale Hôtellerie & Restauration Groupe,
- La Direction Générale des Métiers Supports & Finances Groupe est composée des Directions Financière, Ressources Humaines, Juridique & Assurances, Responsabilité Sociétale et Environnementale, Technique et Rénovation & Maintenance du Patrimoine, Achats, Audit interne - Contrôle interne et Compliance Groupe, et de la Direction des Opérations Lutte Contre Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) Casinos & Hôtels,
- la Direction de la Communication Groupe.

Cette organisation permet au Groupe Barrière de mettre à disposition des sociétés de son Groupe les expertises nécessaires permettant à la Société et aux autres filiales de se concentrer sur la bonne exécution de la délégation de service public dont elle a la charge.

PARTIE 1

Données comptables



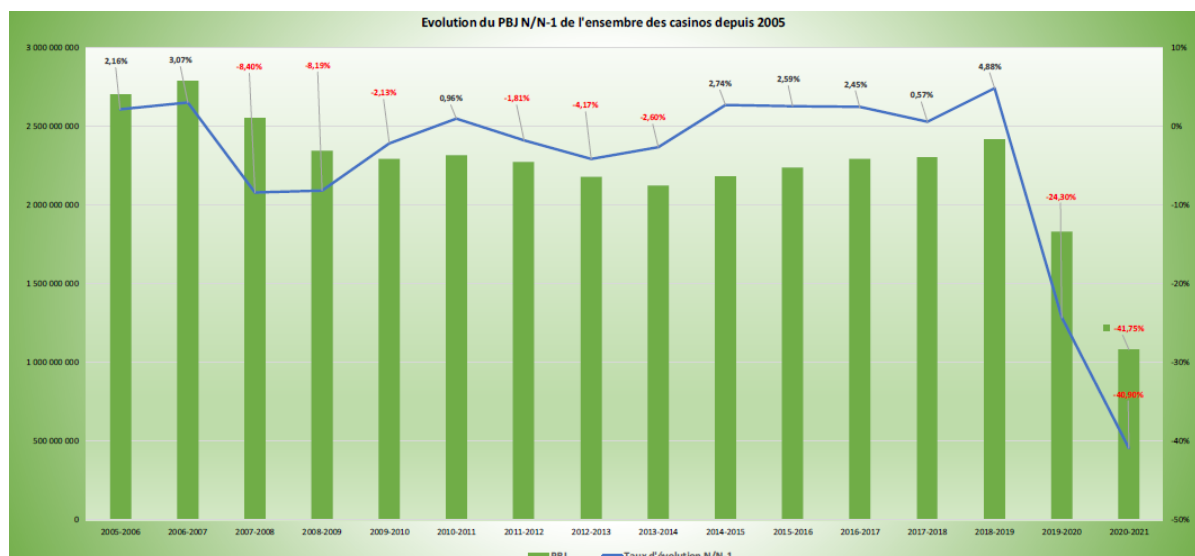
I. Rapport financier

A. Faits marquants au niveau national

Au titre de l'exercice 2020/2021, le Groupe Barrière enregistre pour la deuxième année consécutive un résultat net déficitaire (-80,5 millions d'euros sur la période et -89,5 millions d'euros sur l'exercice clos au 31 octobre 2021) et notamment un déficit de 247,7 millions d'euros de produit brut des jeux par rapport à l'exercice précédent lui même en recul de 221,8 millions d'euros par rapport à 2019, soit une baisse de 56% du PBJ en deux années.

Outre les tensions immédiates que cela porte sur la trésorerie, il est crucial de préserver le niveau de résultat opérationnel qui permet le financement des investissements stratégiques non seulement indispensables au développement et à la pérennité des établissements et au remboursement de la dette, mais aussi requis par les délégants dans le cadre des délégations confiées au Groupe.

En 2021, les 202 casinos français ont atteint un total de 1,1 milliard d'euros (-41% par rapport à 2019/2020) de Produit Brut des Jeux (PBJ) sur l'exercice. Le marché français déjà en baisse depuis le 1^{er} novembre 2007, date de profonde mutation du marché français des casinos, a connu au cours du dernier exercice une baisse sans précédent de -41 %, cette baisse est calculée sur la base d'une année 2019/2020 qui était déjà globalement en recul de -24%, telle qu'illustrée par le graphique suivant:



Au titre de l'exercice 2020/2021, la totalité des casinos présentent un PBJ en baisse par rapport à l'exercice précédent à l'exception de 2 situations conjoncturelles. L'effet de la crise

sanitaire est davantage ressenti et constaté que l'année précédente notamment avec une baisse de 48% du nombre d'entrées par rapport à l'année précédente. Pénalisées par plusieurs mois de fermeture, les casinos enregistrant les baisses les plus importantes sont les plus gros casinos proches des grands centres urbains, les casinos balnéaires ou de destination ayant été moins impactés par les fermetures du fait de leur plus forte saisonnalité et du poids de la saisonnalité.

Dans le contexte de crise sanitaire que nous connaissons, les difficultés rencontrées par le Groupe Barrière sur les précédents exercices, fortement impactés, ont perduré, malgré une gestion prudente. Après une première période de fermeture administrative entre le 14 mars et le 9 mai 2020, tous les établissements du Groupe Barrière ont été à nouveau contraints de cesser l'ensemble de leurs activités entre le 29 octobre 2020 et le 19 mai 2021, date de réouverture progressive et partielle de nos établissements.

Cependant, l'instauration par le Gouvernement de nouvelles mesures sanitaires a rapidement freiné la reprise d'activité. En effet, la distanciation sociale et l'entrée en vigueur du passe sanitaire dès juillet 2021 sont venues s'ajouter aux autres mesures toujours en vigueur telles que l'interdiction des manifestations et rassemblements, la distanciation entre les machines à sous, les jauges d'accueil dans les établissements recevant du public, ce qui a entravé à nouveau l'ensemble des activités du Groupe. Il est à souligner que les mesures d'isolement ou de quarantaine ont fortement bouleversé les conditions d'exploitation des établissements. Outre un impact fort sur la fréquentation de nos établissements, des manques d'effectifs réguliers ont alors été observés dans tous les secteurs. C'est d'autant plus vrai que ces mesures ont été renforcées au gré de la circulation du virus.

Par ailleurs, nos inquiétudes quant aux nouvelles habitudes de notre clientèle en matière de fréquentation et de consommation se sont confirmées. La baisse de fréquentation de la clientèle de joueurs seniors dont les usages ont été profondément bouleversés se confirme et nous ne retrouvons toujours pas complètement ni la clientèle internationale ni la clientèle d'entreprise et de tourisme d'affaires dont les déplacements ont été durablement remis en question par la crise.

La fréquentation ne s'est donc pas améliorée au cours de l'exercice 2020-2021. En effet, nous constatons une baisse inquiétante de -49% par rapport à l'exercice précédent et de -70% par rapport à l'exercice 2018/2019.

Face à ces contraintes sanitaires et aux difficultés d'exploitation, nous avons poursuivi nos efforts auprès des collectivités afin d'envisager toutes les mesures possibles en vue du rééquilibrage du contrat de délégation, totalement bouleversé par la crise sanitaire et ainsi nous permettre de mieux appréhender les effets de la crise de l'exécution des délégations.

Le contexte avait déjà été impacté par un certain nombre de décisions majeures relatives à l'activité casinos en France depuis 2006 :

- l'instauration du contrôle aux entrées depuis le 1^{er} novembre 2006 (ayant entraîné une baisse d'au moins 10% du PBJ des casinos français du Groupe) ;

- l'interdiction de fumer dans les casinos depuis le 1^{er} janvier 2008 (décret du 15 novembre 2006) ayant entraîné une baisse complémentaire d'au moins 10% du PBJ des casinos français du Groupe - le PBJ des casinos français du Groupe ayant reculé de 141 M€ entre 2006 et 2009, soit une baisse cumulée de 18% en 3 ans ;
- la crise financière depuis septembre 2008 lourdement amplifiée en 2009 ;
- la taxe sur les salaires (particularité applicable à l'activité des casinos avec une tranche supplémentaire de 20 % et un alignement de la taxe sur celle applicable aux cotisations de CSG et de CRDS) ;
- l'augmentation du forfait social depuis le 1^{er} novembre 2012;
- l'augmentation du taux de la TVA (d'une part sur nos activités de restauration et d'animation, et d'autre part sur notre activité de jeux, étant non soumise à TVA, empêche la récupération de la TVA facturée par nos fournisseurs, ce qui en aggrave par conséquent le montant de la charge totale facturée et comptabilisée dans les comptes de la société) ;
- le 1^{er} novembre 2013 le rabot fiscal sur la déductibilité d'une quote-part de charges financières pouvant restreindre les investissements financés par des sources de financement externes ;
- l'évolution au 31 octobre 2014 de la fiscalité des jeux et plus particulièrement des modalités de calcul du prélèvement, impactant le taux marginal de prélèvement à la hausse ;
- l'évolution du taux de la CSG au 1^{er} Janvier 2018, avec une conséquence pour la profession évaluée à près de 20 M€ d'impact sur l'augmentation des prélèvements sur les jeux (évaluée à 5 M€ sur le Groupe) et donc de la diminution d'autant de la rentabilité des casinos;
- la poursuite d'ouverture de nouveaux casinos dans un marché saturé et morose;
- une activité des casinos qui reste très fortement réglementée et hautement taxée ;
- un renforcement au niveau national et international du contrôle financier des particuliers;
- un durcissement constaté des conditions d'éligibilité pour l'obtention de la subvention liée à l'article 34 de la loi n° 95-1347 du 30 décembre 1995 de finances rectificative pour 1995 modifiée et du crédit d'impôt lié aux manifestations artistiques de qualité.

B. Faits marquants au niveau local

Concernant le Casino Barrière Biarritz, l'exercice 2020/2021 a été fortement impacté par l'épidémie de COVID-19.

L'activité sur l'exercice 2020/2021 affiche une baisse de chiffre d'affaires de 37.7% avec un produit brut des jeux en diminution de 39.2% par rapport à l'exercice précédent.

Cette décroissance de chiffre d'affaires est la conséquence de la fermeture courant Octobre 2020 du casino Barrière Biarritz conformément aux décisions gouvernementales, et ce, jusqu'au 19 mai 2021.

C. Présentation des méthodes et éléments de calcul (point 1°- b de l'article R3131-3)

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2021 ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Conformité au règlement CRC 006 relatif à la nouvelle loi sur les passifs,
- Conformité au plan comptable annexé à l'arrêté du 27 février 1984 relatif à la comptabilité des casinos,
- Indépendance des exercices conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

La Société a appliqué à compter de l'exercice ouvert le 1er novembre 2005, les nouveaux règlements 2002-10 et 2004-06. Ces changements de méthode sont sans impact significatifs.

Les principales méthodes comptables retenues sont les suivantes :

- Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.
- Les immobilisations financières sont évaluées au coût historique d'acquisition.
- La valorisation des stocks est déterminée selon la méthode du coût moyen pondéré
- Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Calcul des amortissements et des provisions :

Les amortissements sont calculés suivant le mode économique assimilé au linéaire:

Logiciels	de 1 à 3 ans
Constructions	de 20 ans à 50 ans
Agencement des Constructions	de 10 ans à 25 ans
Installations techniques	de 5 à 15 ans
Matériels et outillages industriels	de 5 à 10 ans
Installations générales, agencements	de 5 à 15 ans
Matériels de transport	5 ans
Matériels de bureau et informatique	de 3 à 10 ans
Mobiliers de bureau	de 5 à 10 ans

Dans le cadre des contrats de concession et pour les biens de retour, les durées d'utilité sont plafonnées le cas échéant à la durée résiduelle du contrat de concession.

Les provisions sur créances douteuses sont valorisées au réel hors taxes.

La Société constitue des provisions pour faire face aux risques et charges certains et probables à la clôture de chaque exercice selon ses meilleures estimations à la date d'arrêté des comptes.dans le respect du principe de prudence.

Commissariat aux Comptes :

Les comptes sont audités et certifiés par le Cabinet PricewaterhouseCoopers Audit (63, Rue de Villiers – 92208 Neuilly sur Seine Cedex).

D. Compte d'exploitation

Les comptes sont établis selon les règles et principes prévus par la réglementation française en vigueur.

Il n'y a pas eu de modification significative de méthode au cours de l'exercice.

Tous les produits et charges sont affectés directement à l'exploitation du casino.

Épidémie de Covid-19

L'épidémie de Covid-19 impacte fortement l'activité de la Société. L'ensemble des casinos et restaurants ont été fermés mi-octobre conformément aux décisions gouvernementales.

Le gouvernement français ayant autorisé la réouverture partielle, à compter du 19 mai 2021, des restaurants et des casinos, le Casino Barrière Biarritz a rouvert à partir de cette date, en mettant en place des mesures sanitaires permettant d'assurer la sécurité des clients et du personnel. La Société a donc exploité ses activités du 19 mai 2021 au 31 octobre 2021.

Dès la fermeture des établissements, la Société a procédé à une adaptation de son organisation, avec la mise en œuvre d'un contrôle strict de ses coûts et investissements et en s'appuyant sur le dispositif gouvernemental de soutien mis en place en France (recours au chômage partiel, report d'échéances ou exonérations de charges sociales et fiscales...) et en travaillant avec ses partenaires sur le soutien qui pouvait être consenti.

L'ensemble des projets d'investissement ont été revus et une réduction importante des budgets avec une suspension des investissements non essentiels a été appliquée.

Conséquences financières de l'épidémie de Covid-19

Au-delà des pertes opérationnelles importantes, avec une réduction de résultat opérationnel courant par rapport à l'exercice précédent d'environ 117 K€, et ce malgré les aides obtenues et comptabilisées dans le résultat pour environ 1 197 K€ (prise en charge d'activité partielle des collaborateurs pour 623 K€, aide aux coûts fixes pour 196 K€, exonération de charges sociales et crédits de charges sociales pour 378 K€, et réduction de redevances de cahier des charges pour 47 K€), la Société a constaté une baisse de son résultat net de 156 K€ atteignant une perte historique de 720 K€.

Les aides aux coûts fixes ainsi que le fonds de soutien ont été comptabilisés dans la ligne « Autres produits » du compte de résultat.

Financement et continuité d'exploitation

Le Groupe Barrière, dans le cadre de l'épidémie de Covid-19 décrite ci-avant, et pour permettre le financement à court terme de la société et ses filiales, a obtenu deux prêts garantis par l'Etat (PGE) supplémentaires. Un à hauteur de 70 millions d'euros en date du 18 décembre 2020, qui a été prolongé de 5 ans conformément à la décision du Conseil d'Administration du 26 octobre 2021, et un à hauteur de 50 millions d'euros en date du 26 mai 2021. Elle a également renouvelé l'échéance du PGE obtenu en mai 2020 à hauteur de 50 millions d'euros de 5 années supplémentaires, conformément à la décision du Conseil d'Administration du 26 octobre 2021. La somme des PGE au 31 octobre 2021 s'élève donc à 170 millions d'euros.

Documents joints :

Compte annuel de résultat (point 1°- a de l'article R3131-3).

E. Commentaires sur l'évolution du Chiffre d'affaires :

En K€	N-1	N	Var. %
Produit Brut Machines à sous	9 841	6 150	-38%
Produit Brut Jeux de tables	1 378	672	-51%
Chiffre d'Affaires Restauration	2 135	1 543	-28%
Chiffre d'Affaires Autres	123	38	-69%
Total Chiffre d'Affaires BRUT	13 478	8 403	-38%
Prélèvement	-5 682	-3 255	-43%
CA NET	7 796	5 148	-34%

Evolution du chiffres d'affaires brut :

L'épidémie de Covid-19 a fortement impacté notre établissement (casino et restaurant), qui a été fermé mi-octobre conformément aux décisions gouvernementales, et ce, jusqu'au 19 mai 2021.

Néanmoins, la réouverture en mai fut vite contrariée par les nouvelles mesures gouvernementales et la mise en place du Passe sanitaire pour toutes nos activités (Jeux et restauration).

De plus nous étions toujours soumis au port du masque obligatoire et aux règles de distanciation ne nous permettant pas, même sous Pass-sanitaire, de fonctionner au maximum de nos capacités.

F. Evolution du prélèvement versé à la Ville

Dépenses liées au cahier des charges	N-1	N	Valeur
Prélèvement Communal	1 096	664	-39%
Redevance d'occupation - Fixe	426	489	+15%
Redevance d'occupation - Variable (HT)	150	108	-28%
Reversement 10% du Prolvt Progressif	366	202	-45%
Participation au gros entretien - Art 26 CDC	113	113	-
Contribution touristique - Art 27 CDC	113	83	-27%
Total contributions Ville	2 264	1 659	-27%

Le prélèvement versé à la ville est de 15% du produit brut des jeux et n'a pas fait l'objet de modification sur cet exercice. Ce prélèvement a suivi la forte décroissance du produit brut des jeux lié à l'épidémie de Covid-19.

G. Evolution des charges

Total des charges	N-1	N	Valeur
Masse salariale	3 127	2 021	-35%
Achat de matières premières et autres approvisionnements	504	357	-29%
Autres charges d'exploitation	1 786	854	-52%
Impôts et taxes	110	47	-57%
Cahier des charges	226	259	+15%
Loyers immobiliers	868	855	-1%
Amortissements et provisions	1 014	855	-16%
Autres charges	726	622	+14%
Total charges	8 361	5 870	-30%

En conséquence de la crise sanitaire du Covid-19, il s'observe au global une diminution des charges liées à l'activité.

H. Evolution sur 5 ans

Tableau sur l'évolution du CA brut, des charges d'exploitation et de la MOB

Evolution des Indicateurs Economique sur 5 ans

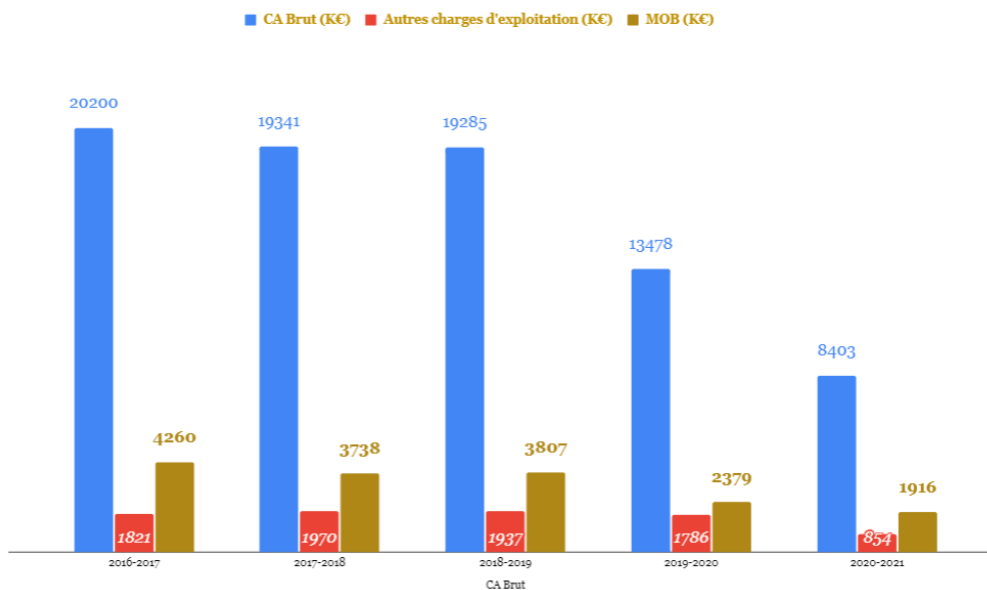
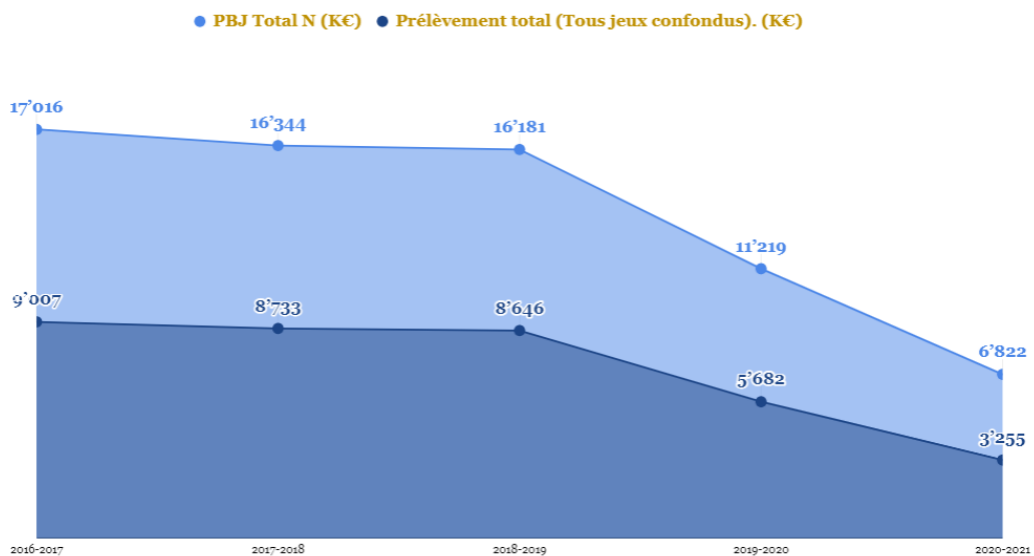


Tableau sur l'évolution du Produit Brut des Jeux et des prélèvements versés par le casino

PBJ Total Versus Prélèvement sur 5 ans.



II. Patrimoine

A. Compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public concédé (point 1°- a de l'article R3131-4)

Le bâtiment du casino appartient à la Ville de Biarritz.

La partie du bâtiment destinée à la clientèle est composée des espaces commerciaux suivants :

Espace Jeux : 845 m²

Brasserie « Le Café de la Grande Plage » : 250 m²

Café des Sports : 60 m²

Salon Diane : 300 m²

B. Etat du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public concédé (point 1°- b de l'article R3131-4):

Le casino a mis en œuvre tous les moyens nécessaires afin d'entretenir et d'améliorer les biens immobiliers et mobiliers, ceci en conformité avec les réglementations en vigueur pour les établissements recevant du public.

Compte tenu de l'épidémie de Covid-19, une suspension des investissements non essentiels a été appliquée.

C. Présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la concession (point 1°- b de l'article R3131-4)

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la délégation est décrite dans la partie I-1 Présentation des méthodes et éléments de calcul.

D. Etat des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat (point 1°- c de l'article R3131-3)

Les variations du patrimoine immobilier intervenues au cours de l'exercice sont jointes en annexes (Copie des tableaux 5 et 6 de la liasse fiscale).

E. Un état des autres dépenses de renouvellement (point 1°- d de l'article R3131-3)

L'établissement emploie 2 personnes affectées à l'entretien et la maintenance des installations et des bâtiments.

Pour maintenir les locaux et les installations dans un état de qualité et de performance, l'établissement a engagé 417K€ en entretien maintenance (poste entretien + sous traitance sur ces travaux).

Par ailleurs, la Société bénéficie du soutien de la Direction technique de Groupe Barrière pour le pilotage et la mise en œuvre des opérations de maintenance et de travaux.

F. Inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service concédé (*point 1°- c de l'article R3131-4*)

La situation à la clôture de l'exercice des biens de retour est la suivante :

- Valeur brute des biens de retour à la clôture de l'exercice : 5 142 948 €
- Amortissement cumulé de ces biens à la clôture de l'exercice : 2 403 609 €
- Valeur nette comptable des biens de retour à la clôture de l'exercice : 2 739 339 €

La situation à la clôture de l'exercice des biens de reprise est la suivante :

- Valeur brute des biens de reprise à la clôture de l'exercice : 869 142 €
- Amortissement cumulé de ces biens à la clôture de l'exercice : 710 125 €
- Valeur nette comptable des biens de reprise à la clôture de l'exercice : 159 017 €

La situation à la clôture de l'exercice des biens propres est la suivante :

- Valeur brute des biens propres à la clôture de l'exercice : 6 780 832 €
- Amortissement cumulé de ces biens à la clôture de l'exercice : 5 813 143 €
- Valeur nette comptable des biens propres à la clôture de l'exercice : 967 689 €

PARTIE 2

Analyse de la qualité des ouvrages ou des services demandés au concessionnaire

(point 2 de l'article R3131-3)



RÉGLEMENTATION DES JEUX

Tout au long de la délégation, le directeur du Casino s'attache à un strict respect du cahier des charges et entretient des relations suivies avec les autorités locales. Ces préoccupations sont également relayées au plus haut niveau du Groupe Barrière. Les procédures mises en place par le Groupe en terme de contrôle interne, de surveillance des salles (moyens vidéo performants), de formation du personnel et de recrutement (demande d'agrément auprès des renseignements généraux pour le personnel au contact de la clientèle, des caisses et des jeux) doivent permettre d'assurer en permanence la qualité du service.

Le strict respect par l'établissement de la réglementation des jeux est notamment vérifié par nos autorités de tutelle mais aussi par des structures internes spécialisées salariées ou non de Groupe Barrière (équipe d'audit interne parfois relayée par des équipes d'audits externes).

La qualité du service s'apprécie à partir des indicateurs suivants :

I. Mesures de la qualité de service

A. Nombre d'entrées dans le casino

<u>Exercice 2019/2020</u>	<u>Exercice 2020/2021</u>
212 691	126 825

B. Nombre de couverts (restaurants du casino)

<u>Exercice 2019/2020</u>	<u>Exercice 2020/2021</u>
55 254	39 930

C. Artistique et Culturel

Les manifestations qui étaient prévues sur l'exercice 2020/2021 ont toutes été annulées ou reportées en raison de la crise sanitaire.

D. Observations significatives de clients sur le registre

Il n'y a pas d'observation de clients sur le registre pour l'exercice.

II. Mesures pour une meilleure satisfaction des usagers

A. Dispositif Qualité du Groupe Barrière

Le Groupe Barrière a mis en place un dispositif qualité très complet pour mesurer la qualité de service offerte aux clients et leur satisfaction.

Le Groupe mesure d'un côté la qualité "produite" via des visites mystères, qui ont lieu sur un rythme défini en amont et qui mesure la qualité délivrée à chaque étape du parcours client, de sa demande de renseignement par téléphone avant son arrivée à son départ de l'établissement. Ces mesures qualité permettent d'identifier les points forts et axes d'amélioration de chaque établissement afin d'enclencher des actions correctives immédiates pour ainsi créer une dynamique de progrès permanente.

Et de l'autre côté, le Groupe Barrière mesure en continu la satisfaction de ses clients par l'envoi par mail d'un questionnaire de satisfaction au client après sa visite dans un des établissements du Groupe. Ces retours clients font l'objet d'une attention particulière, notamment en cas d'insatisfaction exprimée, tout comme les commentaires clients laissés sur les différentes sources d'avis (e-réputation).

B. Accueil, informations et suivi des usagers

1. Accueil et informations données aux clients

Qualité de service / Accueil

La qualité d'accueil et de service offerte à nos clients dans nos établissements a toujours été une priorité du Groupe Barrière.

Le Groupe a initié en 2019 une démarche d'entreprise dans le cadre de sa transformation du nom d' ENJOY! Cette démarche va permettre de servir 2 axes de la transformation du Groupe : **Enrichir l'expérience Client et l'expérience Collaborateur.**

ENJOY! capitalise sur les acquis de la démarche qualité des As de l'Accueil, initiée en 2009 dans les casinos, pour tendre aujourd'hui vers l'**excellence relationnelle** dont l'objectif premier est d'**enchanter le Client.**

ENJOY! est une démarche collaborative, qui repose sur un principe fondamental de base : la **Symétrie des Attentions©**, c'est-à-dire que la qualité de la relation entre une entreprise et ses clients est égale à la qualité de la relation entre cette même entreprise et ses collaborateurs. Les collaborateurs sont ainsi traités avec les mêmes égards que les clients.

Des formations et une application dédiée ont été mises en place dans le cadre de cette démarche pour permettre l'auto-observation pour les managers et collaborateurs sur l'appropriation des bons gestes et postures et développer ainsi la culture du feedback bienveillant.

Animations/ Informations:

Comme chaque année, des moyens importants sont consacrés à la promotion de l'établissement et de ses activités destinées au développement touristique et culturel de la commune.

Ces moyens, tant humains que financiers, visent à commercialiser à la fois les activités de jeux, mais aussi la restauration, les spectacles et animations. Dans ce cadre, de nouvelles opérations événementielles ont vu le jour afin d'offrir aux clients des expériences innovantes.

Sont utilisés pour cela les supports de communication dits de « mass média » parmi lesquels la radio, les affichages et la presse, les réseaux sociaux, la navigation sur Internet ou les applications mobiles.

Ci-dessous quelques communications majeures de cet exercice :

- Utilisation des publicités interstitielles sur des applications et des sites internet pour nos opérations de conquête.
- Affichage de notoriété en longue conservation à l'année (panneau 8m2) et achat, en temporaire, d'affichages 2m2 pour des opérations ponctuelles.
- Campagne de posts sponsorisés sur Facebook et Instagram pour nos diverses opérations.
- Utilisation, tout au long de l'année, de notre site internet et nos pages Facebook et Instagram

2. Respect des affichages obligatoires

Tous les points de vente de débit de boissons affichent les informations obligatoires en matière de répression de l'ivresse et de protection des mineurs.

Tous les tarifs des restaurants et des autres activités (spectacles) sont affichés à l'entrée de l'établissement concerné.

Toutes les dispositions obligatoires sur l'exploitation des jeux dans un casino font l'objet d'un affichage réglementaire, comme les minima de tables, les listes de jeux pratiqués, le règlement des jeux, les informations sur la vidéo surveillance, l'information sur la protection des mineurs...

3. Carré VIP le programme de fidélité

Mis en place depuis décembre 2017, ce programme accessible gratuitement permet de récompenser les clients Barrière tout au long de l'année.

En cumulant des points pour chaque achat effectué (jeu & restauration), nos clients accèdent à un catalogue de récompense varié. Ce programme national offre des avantages à tous ces membres, aux jeux, aux restaurants, aux spectacles et dans les Hôtels du Groupe Barrière.

Pour information, le nombre de cartes actives liées à notre programme de fidélité s'élevait pour le Casino à 12768 en 2021. Ce nombre de cartes pourrait fortement baisser dans les

prochains mois après deux exercices impactés par de longues périodes de fermeture. En effet, le casino Barrière Biarritz n'a pu créer que 296 nouvelles cartes lors de l'exercice 2020-2021, contre 3317 cartes durant l'exercice 2018-2019. Cette baisse attendue pourrait avoir un impact sur la fréquentation à venir de notre établissement.

4. Prévention pour un Jeu Responsable



Barrière a célébré en 2019 les 10 ans du Jeu Responsable, programme national innovant et unique dédié à l'information et à la prévention des risques de jeu excessif pour ses casinos en France.

Le Jeu Responsable est avant tout une relation de confiance entre le joueur et le casino. Cette confiance doit rester ancrée dans la transparence des règles, le plaisir du jeu et la volonté d'éviter les excès pour tous les joueurs.

Le jeu excessif et les mesures de prévention ou de soin suscitent de plus en plus l'intérêt du grand public, et de la communauté médicale et scientifique. A ce titre, le Groupe Barrière est régulièrement sollicité par des instances de recherches locales et nationales pour partager son expérience sur le sujet du Jeu Responsable et notamment l'usage et les bienfaits de la LVA (81% des joueurs qui avaient souscrit une LVA continueraient à présenter une pratique de jeu réduite un an après la fin de la mesure).

De par notre expérience dans le domaine du Jeu Responsable, Barrière est devenu un référent majeur auprès des institutions publiques (secteur politique, médical, autres), participe régulièrement à des colloques et accueille dans ses établissements des étudiants réalisant des recherches sur les addictions aux jeux.

En complément, les Casinos Barrière développent des partenariats avec des structures de soins locales afin de réorienter les joueurs nécessitant une aide thérapeutique. A ce jour, 20 établissements ont signé une convention de partenariat avec les CSAPA (Centres de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie).

Aujourd'hui, il s'ajoute à ce programme l'intervention d'une l'Autorité Nationale des Jeux (ANJ) créée le 16 juin 2020 ayant pour ambition de mettre en place une régulation des jeux d'argent et de hasard unifiée et cohérente afin d'assurer une meilleure protection des joueurs.

Par cette régulation, notre programme se trouve renforcé à la fois dans l'encadrement au travers d'une collaboration étroite avec l'ANJ et la revue de sa stratégie de lutte contre le jeu excessif, mais aussi dans la reprise de la gestion du fichier des interdits de jeu. Un premier rapport de "*Prévention du jeu excessif et de protection des mineurs*" a ainsi été transmis en janvier 2021 par le Groupe à l'ANJ faisant état du bilan annuel des différentes actions menées dans ce cadre au titre de l'exercice 2019-2020. Le bilan et plan d'actions du Groupe ont été approuvés sans aucune prescription, démontrant notre engagement pour un Jeu Responsable. Le rapport 2020-2021 a été envoyé à l'ANJ, et nous sommes en attente des délibérations à la date de rédaction du présent rapport.

La gouvernance :

Afin d'assurer la mise en œuvre, le suivi et les remontées d'informations des mesures liées au Jeu Responsable, un véritable réseau d'experts s'est organisé, tant au niveau national que sur le terrain.

- **Une commission nationale** : elle élabore la politique de Jeu Responsable et assure son application, son suivi et son bon fonctionnement sur le terrain. Elle se réunit en moyenne quatre fois par an.
- **Des interlocuteurs spécialisés** : des superviseurs et correspondants Jeu Responsable sont en place dans les casinos français et suisses du Groupe. Ils sont en charge de la relation avec les clients et de la mise en place de la politique Jeu Responsable dans leur établissement (suivi des LVA, formation des collaborateurs, ...).
- **Le Correspondant Jeu Responsable** : Stéphane YONNET, Membre du Comité de Direction,
- **La Commission Locale Jeu Responsable**: composée de 7 collaborateurs (dont le Directeur Général et le Correspondant Jeu Responsable), elle s'est réunie 4 fois dans l'année écoulée.

Focus sur la LVA (la limitation volontaire d'accès)

Dispositif phare du Groupe Barrière, la LVA permet au client de choisir un nombre de visites maximum (1 à 8), sur une durée définie (3 à 24 mois), cela sur l'ensemble des Casinos français du Groupe.

Chaque engagement de LVA se conclut à l'issue d'un entretien (formalisé par un compte-rendu confidentiel) entre le joueur et le correspondant Jeu Responsable.

C'est la garantie d'un accompagnement personnalisé et rigoureux.

Depuis 2009, début du dispositif Jeu Responsable :

- 16 148 LVA mises en place par les Correspondants Jeu Responsable
- 15 953 entretiens Jeu Responsable menés auprès des clients

Sur l'année 2020/2021, 7 contrats de Limitation Volontaire d'Accès ont été signés pour le Casino, et 741 au niveau des casinos français du Groupe.

Plus largement, 553 entretiens dédiés au jeu responsable ont été menés.

Ce dispositif a fait l'objet d'une évaluation scientifique indépendante en 2015. L'étude menée a montré une efficacité, sur du long terme, de la mesure de Limitation Volontaire d'Accès.

En effet, 81% des joueurs qui avaient souscrit une LVA continueraient à présenter une pratique de jeu réduite un an après la fin de la mesure. Pour plus de 6 clients sur 10, le nombre de visites était réduit de plus de 50%.

Cette recherche a permis de démontrer la pertinence de la LVA en tant qu'action de prévention ciblée.

Les collaborateurs Barrière et le Jeu Responsable

Pour être en accord avec l'article 15 de l'arrêté du 14 mai 2007 relatif à la réglementation des jeux dans les casinos qui prévoit que *“tout employé de jeux nouvellement agréé devra dans les quatre-vingt-dix jours de sa prise de fonction bénéficier d'une formation à la détection des personnes en difficulté avec le jeu”*, Barrière a mis en place une formation dédiée.

Sur l'exercice 2020/2021, en dépit de la crise sanitaire et des fermetures d'établissements, le Groupe a formé 1 255 personnes.

Au sein du Casino Barrière Biarritz, 5 sessions de formation ont permis de former 13 collaborateurs. En outre, 39 salariés ont suivi un recyclage.

La formation est dispensée à l'ensemble des collaborateurs en contact avec la clientèle, au-delà de l'obligation légale de la formation des collaborateurs avec agrément ministériel.

Barrière propose une formation innovante en deux temps :

En amont, un e-learning permettant aux collaborateurs d'acquérir les connaissances relatives à la prévention pour un jeu responsable. Cet e-learning est composé de jeux ludiques et de vidéos.

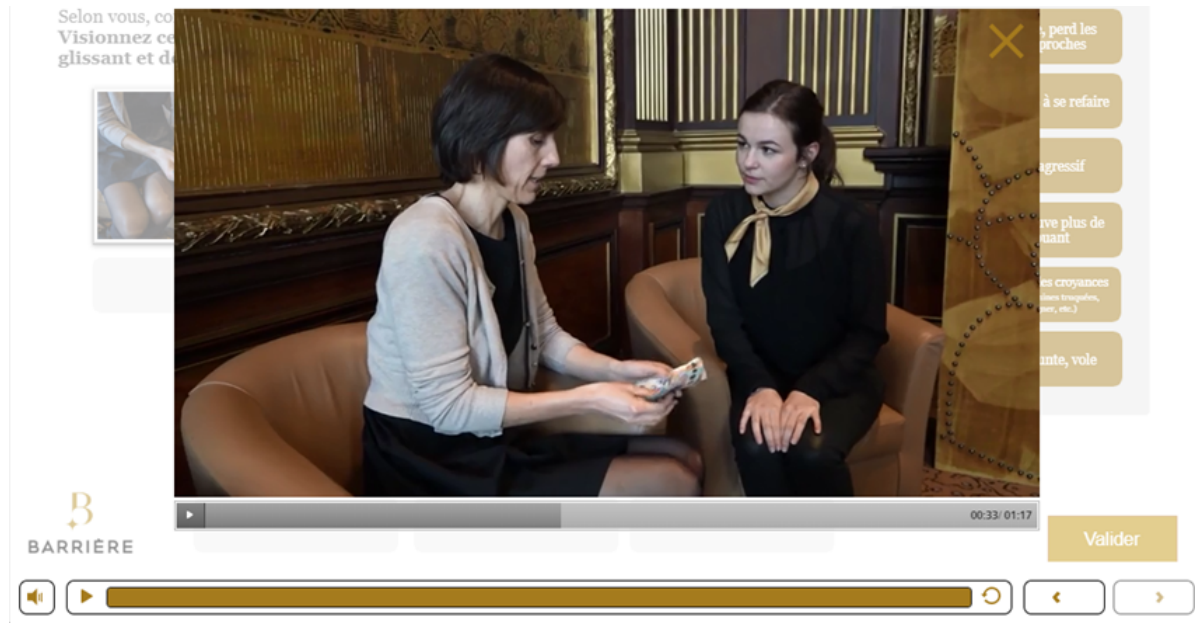
Cette formation digitale est suivie d'une partie en présentiel permettant aux collaborateurs de mobiliser les connaissances acquises par l'intermédiaire de jeux de rôle.

Ce mixte de présentiel et digital permet aux collaborateurs de prendre le temps de se saisir du sujet, facilitant ainsi une meilleure assimilation des connaissances et de leur rôle.

Les objectifs de cette formation mixte sont les suivants : connaître ce qu'est le jeu pathologique, savoir détecter les signaux d'alerte, connaître la politique de prévention du Groupe, connaître son rôle et ses responsabilités dans la démarche Jeu Responsable.

Le support de formation a été revu en 2021. Le contenu a été rédigé par Gérard Gouritin (Référént Jeu Responsable - Membre du Comité de Direction du Casino de Bénodet) et par Alice Tafforin (Référénte Jeu Responsable - Psychologue, Groupe Barrière). La réalisation des supports de formation a été effectuée par l'entreprise Fictis Prévention.

Les correspondants JR reçoivent de plus, une formation spécifique à la conduite d'entretien et à la formation des collaborateurs. A l'issue de cette formation un guide édité par Barrière leur est confié afin de mener leur mission.



Centre de Soins en Addictologie

Barrière a souhaité depuis 2012 s'adosser à des structures de soin CSAPA (Centres de Soin, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie) afin de pouvoir orienter ses clients. Face à la problématique addictive de certains de nos clients et parce que les mesures que nous proposons ne se substituent jamais à une prise en charge thérapeutique, il est nécessaire de bâtir un réseau solide permettant d'aider au mieux chacun d'entre eux.

Barrière travaille à établir et entretenir des liens avec a minima une structure de soins des addictions par établissement, liens formalisés par la signature d'une convention de partenariat.

A fin octobre 2021, 20 casinos/club ont un partenariat formalisé par une convention signée auprès d'un CSAPA et 7 casinos sont en cours de création du lien avec un CSAPA (contacts, premiers RDV ou convention rédigée mais non signée).

Les liens avec les structures de soin

En août 2016, une convention de partenariat a été signée avec les services du CSAPA BIZIA de Bayonne, dirigé par le Docteur Jean-Pierre DAULOUEDE.

Ces liens se déclinent par la mise à disposition des coordonnées du centre pour les clients sur nos brochures et la formation d'une partie de nos collaborateurs à l'abus de jeu par le Dr DAULOUEDE.

La communication du Jeu Responsable

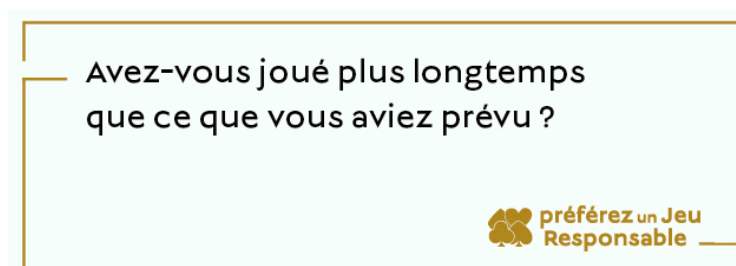
Barrière s'engage à communiquer auprès des clients des Casinos sur le Jeu Responsable afin de leur faire découvrir le programme et de les sensibiliser aux actions menées.

Barrière a développé un kit de communication, d'information et de prévention qui se compose notamment :

- d'un site Internet www.préférezunjeuresponsable.com;



- d'affiches et de brochures disponibles dans l'ensemble des Casinos du Groupe, avec un quiz-test validé scientifiquement pour identifier le profil de joueur du client ;
- de messages intégrés aux écrans secondaires des Machines à Sous (I-Views) ;



- d'actions de sensibilisation auprès des jeunes, dont la campagne No Tilt! Joue la cool.

Par ailleurs, des brochures informatives sur la procédure d'Interdiction Volontaire de Jeux, auprès de l'ANJ, sont disponibles dans nos établissements.

C. Ethique et comportement

La nature même des activités exercées, qui implique notamment le maniement d'importantes sommes d'argent, peut entraîner dans certaines circonstances des comportements dits frauduleux.

L'activité casino doit faire face à des risques de détournement de fonds et des risques de tricherie. L'établissement a toujours fait preuve d'une grande vigilance en créant des postes dédiés au contrôle, en respectant la séparation des tâches et en optimisant les systèmes d'information. De plus, le système informatique en place contribue à sécuriser les opérations, notamment en renforçant l'intégrité des flux financiers.

En outre, un dispositif de caméras placées dans les salles de jeux et reliées à une salle de contrôle vidéo, géré par un personnel qualifié constitue un moyen de prémunir les casinos contre les tricheries, vols et autres activités criminelles.

Le casino s'attache par ailleurs à respecter les principes de contrôle interne. Il améliore de façon constante ses systèmes d'information et de contrôles en traçant au mieux toutes ses opérations (jeux, restauration, spectacles, autres). Enfin, la surveillance visuelle et vidéo participe également aux processus de contrôle.

1. Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

I - Le principe général

Les textes législatifs et réglementaires relatifs à la lutte contre le blanchiment imposent aux représentants légaux et aux directeurs responsables des casinos de se montrer particulièrement vigilants et de prendre toutes mesures pour détecter et rendre compte à Tracfin des comportements suspects.

Partant d'un travail d'analyse et d'observation qui lui incombe, le directeur responsable doit porter à la connaissance de Tracfin les opérations effectuées dans les salles de jeu qui lui paraissent suspectes et qui semblent provenir d'une infraction pénale.

La déclaration de soupçon rédigée par le directeur responsable doit se fonder sur des données vérifiables et sur une appréciation subjective des opérations litigieuses en fonction de la nature de sa clientèle et de son expérience personnelle du monde des casinos.

Afin de pouvoir au mieux remplir cette obligation, le directeur responsable doit pouvoir compter sur la collaboration des personnels en fonction capables eux aussi de détecter les comportements à risques. C'est la raison pour laquelle, il doit s'assurer que les salariés connaissent les critères de vigilance retenus qui sont régulièrement rappelés au cours des séances de formation continue et lors des recrutements. Tous nos personnels qui traitent les valeurs et ceux qui sont au contact de la clientèle dans les salles de jeu ont reçu ces formations conformément aux prescriptions du Service central des courses et jeux.

II - Organisation du dispositif au sein du Casino

Début 2017, consécutivement aux nouvelles lignes directrices établies conjointement entre le Service Central des Courses et Jeux et TRACFIN sur les obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, chaque établissement du Groupe Barrière a substitué au manuel de Procédures internes existant un "Protocole interne". Ce dernier comprend un système d'évaluation et de gestion des risques ainsi qu'un dispositif de contrôle interne adapté.

Le Protocole interne fait une évaluation des risques et propose une méthodologie pour s'en prémunir.

Afin de s'assurer de l'efficacité de son dispositif, le directeur du Casino a institué un Comité LCB-FT constitué de référents chargés de s'assurer de l'application des procédures prévues par le protocole interne.

Annuellement ce Comité réalise une auto-évaluation scorée de son dispositif et établit le cas échéant un plan d'actions visant à remédier aux insuffisances constatées.

A) Référents de l'établissement

Membres du COMITÉ LCB-FT

Identité du déclarant & du correspondant			
	Nom	Prénom	Fonction
Déclarant	BASTIEN	Fabrice	Directeur Général
Correspondant	MENDES	Caroline	Directrice financière

Identité des autres membres		
Nom	Prénom	Fonction
BOULMIER	Christophe	Directeur Machines à Sous
YONNET	Stéphane	MCD, Référent Jeu Responsable
HERVE	Jean-Noël	Opérateur Vidéo
ALZURI	Philippe	Opérateur Vidéo
FLORENSA	Sabine	Assistante de direction

B) Actions de formations réalisées dans le casino en 2020/2021

En 2020-2021 au Casino Barrière Biarritz, 5 sessions de formation ont permis de former 13 collaborateurs.

C) Contrôle interne & évaluation du dispositif

Le Groupe Barrière a constitué un Comité LCB-FT groupe, présidé par M. E. Cavillon, en qualité de Directeur Général Casinos Groupe et dont l'animation est assurée par M. F. Santerre, en qualité de Directeur LCB-FT, qui guide la démarche et analyse les audits réalisés. Ce Comité Groupe LCB-FT a pour objectif d'assurer une veille réglementaire sur les réglementations liées à la Lutte Contre le Blanchiment et le Financement du Terrorisme, d'en vérifier l'applicabilité dans les établissements et donner des Directives Groupe aux établissements.

Les missions de ce Comité sont de :

- Coordonner la mise en place du protocole de la LCB-FT par les établissements ;
- Évaluer le risque LCB-FT à l'échelle du Groupe au sein de sa cartographie des risques ;
- Donner la méthodologie et les outils pour que les établissements puissent réaliser leur cartographie des risques ;
- Veiller à la réalisation des rapports annuels des établissements dans les délais ainsi que de leur bon envoi à la cellule ;
- Effectuer une révision annuelle des documents internes (outils de cartographie des risques, protocole, quiz, etc) ;
- Établir également le plan annuel d'audit et contrôle interne ;
- Établir un rapport annuel sur l'organisation du dispositif de contrôle interne, ainsi que sur les incidents survenus, les insuffisances constatées et les mesures correctrices qui y ont été apportées ;
- Être support pour les Établissements: le comité pourra être sollicité pour toutes questions ou difficultés rencontrées.

Les membres du comité appartenant à l'audit et contrôle interne présentent périodiquement et a minima annuellement une synthèse des auto-évaluations réalisées par les établissements et un point d'avancement des audits et de leur résultat seront présentés à chaque comité. A l'issue, le Comité Groupe LCB-FT pourra décider d'actions correctives à mettre en place.

Par ailleurs, nous communiquons à nos autorités de tutelle, via ce rapport, les statistiques relatives au nombre de déclarations de soupçons et le nombre d'enregistrements effectués sur les registres de change de plus de 2000 €.

2. Dispositif anticorruption


Concernant la conformité à la Loi SAPIN II, le Groupe Barrière a :

- Actualisé sa cartographie des risques de Fraude et Corruption en novembre 2017,
- Actualisé son code éthique (renommé Code de Conduite) en janvier 2018,
- Intégré ce code de conduite au règlement intérieur de tous les établissements du Groupe
- Mis en place un dispositif d'alerte au travers la création d'une adresse mail,
- Mis en place des formations des cadres aux risques de fraude et corruption.

D. Sécurité et sûreté

1. Sécurité alimentaire

S'agissant de la restauration, les règles d'hygiène dans les espaces de production (cuisines, laboratoires..) ont été formalisées dans le "*Guide Lucien Barrière de la sécurité alimentaire*". Ce guide interne des bonnes pratiques d'hygiène, répondant aux exigences de la réglementation en vigueur, garantit au Groupe une conformité totale du PMS (Plan de maîtrise sanitaire). Sur ces bases, le Groupe Barrière a mandaté un organisme indépendant (Mérieux Nutrisciences) chargé d'évaluer le niveau d'hygiène de chacun des établissements selon des fréquences qui varient en fonction du nombre de couverts servis. Des prélèvements bactériologiques de produits et surfaces sont réalisés mensuellement sur l'ensemble des exploitations du Groupe.

De plus le Groupe vient d'engager la mise en place progressive d'un système de traçabilité digitale , qui renforce l'efficacité des contrôles, et apporte une garantie supplémentaire sur la maîtrise du PMS.

Les autorités administratives officielles et compétentes effectuent des contrôles sur notre exploitation :

- La DDPP (Direction départementale de la protection des populations)
- La DDASS (Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales)

La qualité des produits servis, la sélection des fournisseurs référencés et audités, associées à des contrôles internes et administratifs, ont permis à nos établissements de préserver la sécurité alimentaire, le confort et le bien-être de la clientèle.

2. Hygiène et sécurité

Ces questions concernent aussi bien les salariés de notre Société que l'ensemble de ses clients. Elles visent notamment à prévenir les risques d'accidents, les risques sanitaires (qualité de l'eau notamment), les risques d'incendie, les risques d'ordre écologique, ...

Des contrôles propres aux Établissements Recevant du Public (ERP) sont effectués par des organismes de contrôle agréés ainsi que des Commissions consultatives départementales de sécurité et d'accessibilité qui vérifient en particulier :

- la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP conformément aux dispositions des articles R122-19, R122-29 et R123-1 à R123-55 du Code de la Construction et d'Habitation ;
- l'accessibilité aux personnes handicapées.

Les organismes tels que l'Apave et le bureau Veritas interviennent une fois par an sur l'ensemble des contrôles obligatoires au titre des ERP.

La Commission départementale de sécurité (composée de gendarmes ou policiers, pompiers, représentants de la mairie, Direction Départementale de l'Équipement, ...) intervient tous les un à trois ans suivant les établissements.

Ces interventions font l'objet de rapports versés au registre de sécurité. Ils permettent notamment d'orienter les investissements pour le maintien ou le renforcement de la sécurité des biens et des personnes prévus chaque année.

L'arrêté du 1^{er} février 2010 relatif à la surveillance des légionelles dans les installations de production, de stockage et de distribution d'eau chaude sanitaire est strictement appliqué, et fait l'objet de vérifications, contrôles et suivi par le laboratoire SILLIKER.

En outre, la Société bénéficie de l'intervention des ingénieurs experts de l'assureur dommages éventuellement assistés de ceux du courtier du Groupe. Un plan de visites de sites est défini et mis en place avec l'assureur en vue de déterminer et remédier aux insuffisances éventuelles en termes de sécurité des personnes et des biens, en particulier liées aux risques d'incendie.

Enfin, un responsable de sécurité incendie est nommé, assurant des formations initiales et continues sur prévention des risques incendie pour le personnel (niveau SSIAP 1, SSIAP 2 et SSIAP 3), et utilisation des moyens de lutte contre l'incendie.

Une formation intitulée "Sauveteur secouriste du travail" a également été dispensée et mise à jour chaque année.

Les établissements sont tous équipés de défibrillateurs automatiques.

Le directeur de la sécurité du Groupe ainsi que le département d'audit interne interviennent également sur ces thématiques au cours de leurs missions respectives sur notre site.

3. Sûreté de l'établissement

L'ensemble des établissements du Groupe est sécurisé grâce au système de vidéosurveillance, avec principalement l'installation systématique de caméras à chaque accès.

En application du décret du 18 décembre 2000 sur la sécurité des convoyeurs de fonds, de nouvelles procédures et les équipements nécessaires (sas, salle forte) ont été mis en place permettant également d'assurer une plus grande sécurité du personnel et du public.

Des alarmes et des équipements pour contrôler l'accès du personnel des caisses et des coffres ont également été installés.

Contrairement à l'année 2011 où 10 vols à main armée avaient été commis à l'encontre des casinos français, les années suivantes ont été marquées par un net recul de ce type d'agression.

Nous constatons, au préjudice d'autres groupes, 1 vol à main armée en 2018 et 3 en 2019.

Il n'en demeure pas moins que les casinos du Groupe Barrière restent fortement mobilisés avec des équipes de sécurité particulièrement attentives qui sont en liaison régulière avec les services de police et de gendarmerie.

La Direction Générale poursuit donc son plan d'action et d'investissements destiné d'une part à dissuader les tentatives des malfaiteurs et d'autre part à permettre à nos salariés de

travailler dans de meilleures conditions et à notre clientèle de fréquenter nos salles de jeu en toute sécurité.

Dans les régions sensibles, nos établissements ont été équipés de caisses automatiques dont le but principal est de rendre les fonds beaucoup plus difficilement accessibles pour les malfaiteurs en les dissuadant d'entreprendre toute forme d'agression. Ces matériels de sécurité sont très bien perçus par nos personnels ainsi que par nos clients.

Par ailleurs, les procédures internes relatives à la manipulation des fonds sont régulièrement modifiées si nécessaire et de nouveaux matériels équipent nos coffres en back office.

D'autre part, certains casinos ont recours dans des zones sensibles à des maîtres-chiens qui surveillent la nuit les accès et les parkings réservés à notre clientèle.

Enfin, les procédures d'arrivée de nos personnels tôt le matin ont été revues pour éviter de nouvelles agressions et prise d'otages.

Il semble aussi très important de rappeler que nous sommes attachés au développement de la concertation et de relations suivies entre l'établissement et la commune pour entretenir une politique adaptée de sécurité en liaison étroite avec les services de police et de gendarmerie. Nous souhaitons ardemment que les propositions qui sont faites par nos directeurs d'établissements pour améliorer la sécurité autour du casino soient bien prises en compte pour le bien-être général de nos clients et de nos personnels.

III. Mesure pour une meilleure satisfaction des usagers au travers de l'amélioration du bien-être des collaborateurs

A. Dispositif de qualité de vie au travail

Dans l'élan de sa transformation, le Groupe Barrière s'engage pour le bien-être au quotidien en remettant les collaborateurs au centre de ses priorités. Des outils sont mis à disposition pour entendre leurs voix afin d'améliorer la qualité de vie au travail.

Supermood est un prestataire extérieur mandaté par le Groupe Barrière pour permettre à ses collaborateurs de s'exprimer en tout anonymat sur des thèmes qui varient chaque mois. Par le biais de 3 ou 4 questions simples, des psychologues du travail en collaboration avec la Direction du Groupe analysent les résultats et déterminent des plans d'action internationaux, nationaux ou locaux en fonction des besoins soulevés par chaque sondage.

Toutes ces données permettent d'avoir des indicateurs précis pour mesurer l'impact des projets transformants et des grands changements au sein du Groupe. La participation à chaque sondage est primordiale afin que les données récoltées soient exploitables et que des actions concrètes puissent s'amorcer dans le but de répondre aux pistes d'améliorations mises en avant par l'ensemble des répondants.

Une fonctionnalité supplémentaire propose d'envoyer à ses collègues un "SuperLike" une fois par semaine afin de remercier, d'encourager ou simplement de rester en contact avec les collaborateurs au sein du Groupe.

Sur le terrain, un ambassadeur par établissement est également présent pour répondre aux questions et accompagner chaque personne dans l'utilisation de Supermood au quotidien. Il est généralement présenté lors des journées d'intégration.

Dans la continuité de cette initiative, le Groupe Barrière encourage ses établissements à améliorer le quotidien des collaborateurs par des actions locales qui favorisent la cohésion d'équipe et animent la vie en entreprise. Aujourd'hui des "Comités Bien-Etre" sont mis en place dans 58% des hôtels et casinos du Groupe. Tous proposent des moments de convivialité entre les collaborateurs (crêpes pour la Chandeleur, soirée du personnel, journée d'intégration...) et certains présentent leurs actions annuelles sur un planning partagé avec tous leurs collaborateurs. Des ateliers bien-être sont également proposés dans 33% des établissements du Groupe.

Ces initiatives sont vivement encouragées ainsi que le partage des bonnes pratiques entre établissements afin que les actions se multiplient pour arriver à une synergie au niveau du Groupe.

En faisant de chacun de ses collaborateurs un acteur de la Transformation, le Groupe Barrière s'engage à améliorer leur qualité de vie au travail en décentralisant la politique bien-être pour être au plus proche du collaborateur.

B. Campus Barrière, hub de formations et révélateurs de talents

Engagé dans un large processus de transformation, Barrière a lancé Campus Barrière, un programme destiné à la formation, l'excellence et au rayonnement du Groupe et des métiers de demain.

Conscient des mutations constantes des métiers de l'hôtellerie et de la restauration, et de casino, et de la nécessité de placer ses collaborateurs au cœur de sa démarche pour assurer un service sans faille, le Groupe Barrière a à cœur de leur offrir une offre de formation optimale pour anticiper les évolutions du secteur, favoriser la mobilité interne et faire rayonner le savoir-faire et les valeurs du Groupe à l'international.

Axé à la fois sur le savoir-faire et le savoir-être, Campus Barrière met ainsi l'épanouissement de ses collaborateurs au centre de ses préoccupations afin de favoriser leur engagement comme leur productivité, libérer leur potentiel et leur créativité et renforcer la marque employeur du Groupe Barrière sur le marché.

Campus Barrière propose un catalogue de formations accessibles à toutes et à tous pour assurer le maintien des compétences grâce à un socle de connaissances commun. En complément, les collaborateurs peuvent bénéficier de formations plus spécifiques offrant à chacun la possibilité de suivre un parcours adapté à ses aspirations.

A terme, un programme de développement personnalisé pourrait également encourager la rétention de hauts potentiels au sein du Groupe.

En 2021, Campus Barrière a organisé 134 formations et a déjà généré 517 sessions pour un total de 2754 stagiaires.

Par ailleurs, chaque année le Casino Barrière Biarritz fait réaliser des formations pour son personnel (voir partie G. Effectif).

C. Handicap

Parce que le talent est plus fort que le handicap, le Groupe Barrière a signé son quatrième accord handicap, qui vise à favoriser l'employabilité des personnes handicapées. Cet accord marque les dix ans d'engagement du Groupe en faveur de l'insertion et du maintien dans l'emploi des personnes handicapées, et par conséquent continue à favoriser la diversité des profils de ses collaborateurs.

Convaincu que la vie en entreprise implique la valorisation des compétences, des savoirs-être mais aussi des différences, Barrière et ses partenaires sociaux ont signé, à l'unanimité (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGC, FO), le 4^{ème} accord handicap du Groupe depuis sa première initiative en 2009. Cet accord, qui sera effectif sur une période de trois ans à partir de 2020, marque les dix ans d'engagement de l'entreprise pour l'inclusion et le maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés. Cette démarche repose sur trois objectifs majeurs : d'une part favoriser l'embauche des personnes handicapées en facilitant l'intégration dans l'environnement de travail et l'accès aux locaux ; d'autre part garantir l'employabilité des collaborateurs en assurant la poursuite de leur activité au sein du Groupe ; enfin, développer des partenariats avec des entreprises protégées et adaptées et recourir à ces structures pour l'achat de biens, de sous-traitance ou de prestations de services.

Pour pérenniser et mener à bien son engagement, le Groupe prévoit diverses actions, parmi lesquelles l'embauche de 50 travailleurs handicapés sur la période de l'accord, dont au moins 60% en CDI. Barrière accompagnera également ses collaborateurs dans leurs démarches professionnelles et administratives et leur assurera des formations professionnelles en fonction de leurs besoins. Parallèlement, le Groupe continuera de sensibiliser l'ensemble de ses collaborateurs et managers aux problématiques du handicap, afin de garantir la bonne intégration de ses travailleurs handicapés. Enfin, afin de favoriser les liens entre le milieu protégé et adapté, et le milieu ordinaire de travail, Barrière prévoit de développer davantage le recours aux Établissements et Services d'Aide par le Travail (ESAT) et aux Entreprises Adaptées (EA), contribuant ainsi à l'emploi indirect des travailleurs handicapés.

Le Groupe a su tirer de ses trois précédents accords une expérience de terrain permettant de proposer un collectif et un environnement de travail propices à l'intégration de travailleurs handicapés.

Au Casino Barrière Biarritz 9 ETP sont des travailleurs en situation de handicap. (qui représentent 10,59 sur 2021 en tenant compte des majorations liés à l'âge et aux entrées/sorties)

Le Casino a mis en œuvre les actions suivantes afin d'améliorer les conditions de travail de ces personnels :

- Campagne d'affichage sur le handicap : « Chez Barrière, on aménage votre poste pour que vous vous sentiez au travail comme chez vous », « Chez Barrière, nous construisons des solutions de travail à la carte pour que vos talents s'expriment ».
- Formation de sensibilisation des managers au handicap effectuée en 2018 et 2019 (sensibilisation des managers vis-à-vis des collaborateurs en situation de handicap).
- Formation en e learning mise en place sur l'accueil de personnes en situation de handicap pour tous les salariés en contact avec la clientèle

- Mise en place d'une prime exceptionnelle de 300 Euros pour tous les collaborateurs nouvellement reconnus travailleurs handicapés ou renouvelant leurs reconnaissances en tant que travailleurs handicapés.
- Financement de plusieurs équipements pour assurer le maintien dans l'emploi du personnel ayant le statut de Travailleur Handicapé.
 - ❑ En 2017, achat d'un chariot de linge à fond mobile pour le service Entretien, d'un chariot et d'échelles pour la cuisine, modification de la hauteur d'un plan de travail en cuisine, financement d'une formation et d'un bilan de compétences dans le cadre d'un licenciement pour inaptitude, prise en charge du coût d'un appareil auditif pour un salarié.
 - ❑ En 2018, achat d'un chariot à fond remontant afin de faciliter la mise en place des buffets pour un maître d'hôtel.
 - ❑ En 2019, réaménagement d'un poste administratif suite aux préconisations d'un ergonome : après des essais de matériels, achat d'un fauteuil ergonomique, d'un support copie avec plateau coulissant et d'un bras support d'écran dynamique.
- Sensibilisations individuelles de plusieurs salariés susceptibles d'être reconnus Travailleur Handicapé et orientation de ces derniers vers Sylvain ANDRE du cabinet EXCECO pour un accompagnement dans la démarche de reconnaissance.
- Participation de notre établissement à DUODAY, opération ayant pour but de permettre la création de duos entre des personnes en situation de handicap et des salariés volontaires dans l'entreprise. L'objectif est de faire découvrir un métier et de découvrir le quotidien d'une profession. Cette action représente également une opportunité pour l'entreprise de changer de regard et de dépasser les préjugés.

IV. Développement durable et Responsabilité Sociétale et Environnementale

A. Planète Barrière, une démarche ambitieuse et volontaire.

L'Esprit Barrière, c'est une manière d'être. Le Groupe Barrière défend un modèle de développement respectueux des Hommes, de l'environnement et des économies locales. Sous l'étendard Planète Barrière, un monde de responsabilités partagées.

B. Contribuer à inventer le monde de demain.

Au travers de la démarche de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), Planète Barrière porte une vision fédératrice qui se traduit par une éthique à 360° afin de lier et de penser ensemble des dimensions sociales, économiques et environnementales.

Elle se polarise autour de six thématiques :

- ★ GOUVERNANCE, INNOVATION DURABLE ET DIALOGUE
- ★ EXPÉRIENCE CLIENT DURABLE
- ★ EMPLOYEUR RESPONSABLE
- ★ ENVIRONNEMENT
- ★ RESTAURATION RESPONSABLE
- ★ DÉVELOPPEMENT LOCAL ET SOLIDARITÉ

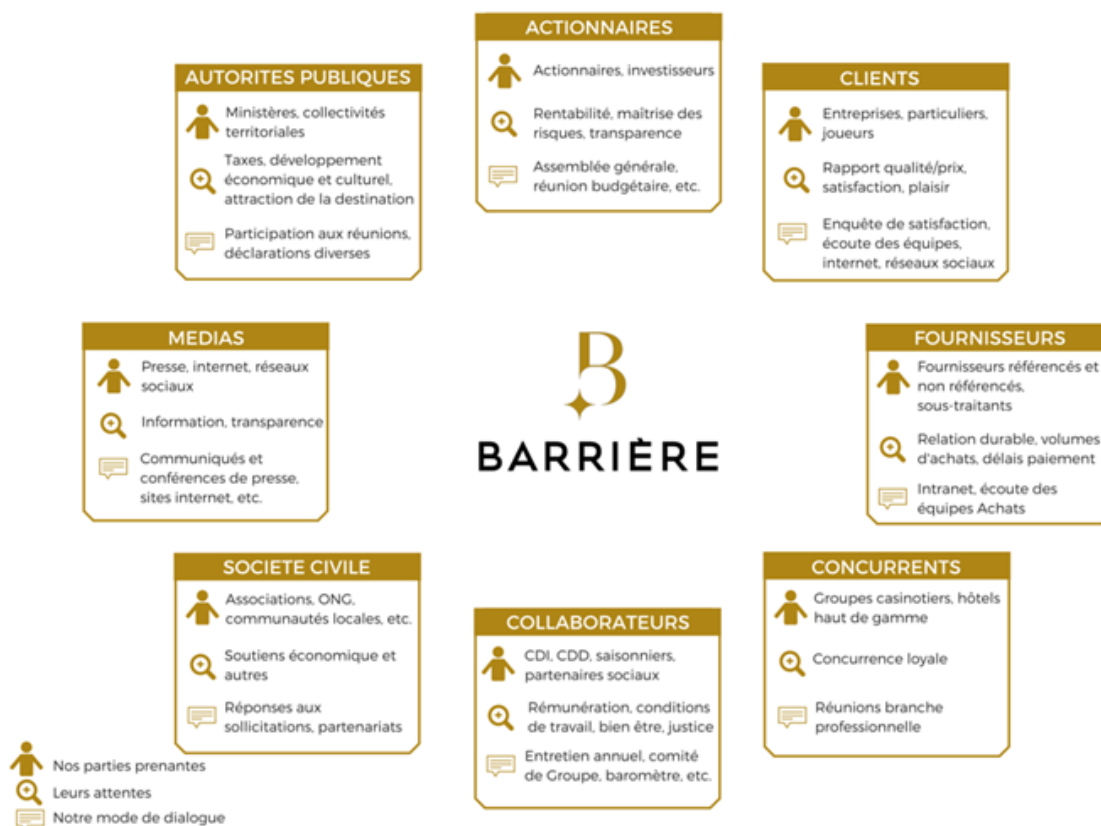
Pour guider sa démarche, le Groupe Barrière a choisi la norme internationale ISO 26000 de Responsabilité Sociétale des Entreprises. Ambitieuse, elle dépasse le simple cadre de l'environnement en remettant les femmes et les hommes au cœur de la réflexion et des actions de l'entreprise. Dans chaque établissement du Groupe Barrière, un responsable Développement durable agit comme ambassadeur et accélérateur de cette dynamique d'entreprise au niveau local.

Dorénavant, Planète Barrière, c'est une stratégie RSE à 3 ans portée sur :







6 piliers, 20 enjeux, 40 engagements et 60 Kpi

Pour créer sa nouvelle stratégie 2021/24, le Groupe Barrière a défini la cartographie suivante de ses parties prenantes. En effet, l'objectif de la stratégie RSE du Groupe Barrière est de répondre aux attentes de l'ensemble de ses parties prenantes par un dialogue constructif et transparent.

Cartographie des parties prenantes Groupe Barrière:



La stratégie moyen-long terme définie par le Groupe Barrière et pour l'ensemble de ses filiales est la suivante :

	GOUVERNANCE, INNOVATION DURABLE & DIALOGUE	<ul style="list-style-type: none"> • Maintenir une stratégie responsable • Veiller à la transparence et loyauté dans les affaires • Tenir une politique d'achats responsables • Poursuivre l'innovation durable
	EXPERIENCE CLIENT DURABLE	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer une sécurité sanitaire irréprochable • Développer le programme jeu responsable et service responsable • Proposer des offres Marketing & Mice responsables
	EMPLOYEUR RESPONSABLE	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer la santé et sécurité au travail • Développer la diversité en tant que richesse • Favoriser un climat et dialogue social responsables
	ENVIRONNEMENT	<ul style="list-style-type: none"> • Faire progresser le bâtiment durable • Favoriser l'économie circulaire : réduire, réutiliser et recycler nos déchets • Préserver la biodiversité • Développer le numérique responsable
	DEVELOPPEMENT LOCAL ET SOLIDARITE	<ul style="list-style-type: none"> • Maintenir un impact positif sur le territoire et la société • Promouvoir la solidarité
	RESTAURATION RESPONSABLE	<ul style="list-style-type: none"> • Posséder une démarche restauration responsable • Lutter contre le gaspillage alimentaire

Pour le Casino Barrière Biarritz, les actions sont les suivantes :

Dans un souci d'économie et de protection de l'environnement, le Casino Barrière Biarritz s'efforce toujours de maîtriser et d'optimiser ses consommations d'énergies (électricité, gaz...) et de limiter sa consommation d'eau et de papier afin d'éviter tout gaspillage.

Nous poursuivons activement notre politique de tri sélectif : biodéchets, verre, carton, emballages recyclables, huiles alimentaires usagées, déchets des bacs à graisse, films plastique, piles et accumulateurs, néons et ampoules basse tension, toners, emballages de produits dangereux, DEEE, bouchons en plastique mais aussi bouchons en liège, cartes de fidélité en plastique, etc.

Nous avons différents partenariats avec des associations locales et/ou nationales :

- La société LVL récupère nos cartouches informatiques usagées et fait chaque année un don à l'association Enfance et Partage proportionnel au nombre de cartouches recyclées.
- Nous sommes adhérents de l'association Tree6clope qui vient dans nos locaux collecter les mégots de cigarettes pour leur recyclage (5,3 kg ramassés en 2020-2021).
- Nous collectons les bouchons en plastique pour l'association Les Bouchons d'Amour (24 kg)
- Nous organisons depuis 2 ans une collecte de jouets au bénéfice de la Croix Rouge Biarritz.

Par ailleurs, nous proposons les services d'une assistante sociale qui tient une permanence 4h par mois dans nos locaux afin d'aider les collaborateurs qui le souhaitent sur différents thèmes.

Enfin, nous poursuivons les Comités Bien-Être avec des salariés volontaires, dans le but d'améliorer la vie au travail de l'ensemble des collaborateurs.

Dans le cadre de la mobilité douce, nous avons installé un rack à vélos pour nos collaborateurs utilisant ce moyen de déplacement et édité à leur intention un guide de la mobilité.

PARTIE 3

Annexe : compte-rendu technique et financier comportant les informations utiles relatives à l'exécution du service (point 2 de l'article R3131-4)



I. Compte-rendu financier

RAPPEL PBJ	N-1	N	Valeur	%
Machines et Jeux	11 219	6 822	-4 397	-39%

Récapitulatif des contributions

CONTRIBUTIONS	N-1	N	Valeur
Prélèvement direct (CDC 15%)	1 096	664	-432
Reversement 10% du Prolvt Progressif	366	202	-164
TOTAL PRÉLÈVEMENTS	1 462	866	-596
Participation au gros entretien - Art 26 CDC	113	113	-
Contribution touristique - Art 27 CDC	113	83	-30
TOTAL CONTRIBUTION	1 688	1 062	-626
Redevance d'occupation - Fixe	426	489	+63
Redevance d'occupation - Variable	150	108	-42
TOTAL GENERAL	2 249	1 659	-590

A. Historique sur 5 ans

En K€	N	N-1	N-2	N-3	N-4
Chiffre d'Affaires brut	8 403	13 478	19 280	19 341	20 200
Etat Commune (1)	- 4 249	-6 824	-10 155	-10 242	-10 758
Frais de personnel	-2 021	-3 127	-4 184	-4 186	-4 385
Autres	- 2 853	- 4 091	- 4 535	- 4 348	-4 132
Résultat net	- 720	-564	406	565	925

Détail (1)

Prélèvement	3 255	5 682	8 647	8 734	9 007
Loyers versés à la ville	597	576	691	681	694
Impôts et taxes (LF)	202	344	437	453	462
Cahier des charges	196	226	219	225	223
Impôt société	-1	-4	161	149	372
TOTAL	4 249	6 824	10 155	10 242	10 758

Le compte rendu financier met en évidence que même si notre Groupe et notre casino sont experts dans nos métiers, il n'en demeure pas moins que des données exogènes et imprévisibles, telle que la crise sanitaire dont les conséquences et l'ampleur restent inconnus à la date de rédaction du présent rapport, ont impacté significativement à la baisse le niveau d'activité prévu dans le compte prévisionnel d'exploitation malgré le maintien des investissements à un niveau significatif.

B. Activités exercées (point 2 de l'article R3131-4)

Dans le cadre de la concession le délégataire perçoit les recettes suivantes :

- jeux
- animation
- restauration
- location de salles

C. Tarifs pratiqués au cours de l'exercice (point 2 de l'article R3131-4)

Les tarifs (et leurs évolutions) appliqués au cours de l'exercice figurent en pièce jointe.

Dénominations Machines à sous

- 1 cent
- 2 cents
- 5 cents
- 20 cents
- 50 cents
- 1 euro
- 2 euros

Minima Jeux de table

- Roulette anglaise : 2 €
- Blackjack : 5 €
- Roulette anglaise électronique : 1 €
- Blackjack électronique : 5 €

II. Compte-rendu technique

A. Contribution du délégataire dans le cadre du contrat de concession

1. Artistique / culturel

a) Rappel des obligations contractuelles

Art. 16 du Cahier des Charges - Programmation d'une animation culturelle et artistique à l'intérieur du casino municipal :

“Le délégataire s'engage à organiser et à réaliser, chaque année, des manifestations culturelles et artistiques de qualité dans les locaux ou dans les salles du Casino (Salle de théâtre et salle des Ambassadeurs).”

“Les dépenses globales du délégataire liées à l'animation culturelle et artistique, directes ou relevant des actions visées à l'Art. 27, s'élèvent au minimum à 3% du chiffre d'affaires net du délégataire.”

b) Programmation dans le casino :

Les mesures gouvernementales liées à la COVID-19 ont eu des conséquences sur l'organisation d'une programmation.

2. Autres contributions au développement touristique

a) Rappel des obligations contractuelles

Art. 27 du Cahier des Charges - Contribution au développement touristique de la ville de Biarritz :

“Le délégataire contribuera aux dépenses directes et indirectes assumées par le Ville de Biarritz ou par tout organisme qui lui est lié par convention d'objectifs, dans le domaine de la promotion du tourisme, l'organisation d'évènements d'intérêt général à caractère artistique, culturel ou économique visant à la promotion et au rayonnement de la ville de Biarritz sur le plan national ou international. Le montant de cette contribution sera égal à 1.5% du Produit Net des Jeux.”

b) Amélioration de l'activité de la ville

Le montant de la contribution au titre de l'Art. 27 du Cahier des Charges s'est élevé pour l'exercice à la somme de 83 060 €, affecter aux événements suivants :

- Le FIPA DOC,
- l'exposition “Zigor Egu Iturria, La Lumière Source”,
- Le Festival de Danse « Le Temps d'Aimer »,
- Le Festival International des Cinémas et Cultures d'Amérique Latine ,
- Le Festival Invitation aux voyages.

B. Contribution du délégataire au delà du contrat de concession

Au delà de ses obligations contractuelles, la Société a contribué activement au développement de l'établissement et de la Ville de Biarritz au travers de la mise en place des actions et contributions suivantes au titre de l'exercice :

1. Artistique / culturel

a) Programmation dans le casino

Aucune programmation compte tenu des mesures sanitaires liées à l'épidémie de COVID-19.

b) Programmation à l'extérieur du casino

Aucune programmation artistique en dehors des espaces du Casino Barrière Biarritz ne s'effectue hors manifestations artistiques de qualité.

c) Expositions dans l'établissement et hors établissement

Les espaces de l'établissement ne nous permettent pas d'accueillir et de proposer une mise en avant optimale des artistes.

2. Autres contributions au développement touristique

· 11 Juin au 11 Juillet 2021 : **Opération "Pronofoot 2021"**

Opération se déroulant pendant l'Euro de foot. Jeu de pronostics invitant le client à une expérience sur notre borne tactile dans un premier temps, et redirigeant par la suite sur son smartphone. Le client pronostique le résultat des matchs de foot et se voit attribuer des lots.

· 12 Juillet au 15 Août 2021 : **Opération "Estivale"**

Opération jouant sur l'ADN des Casinos; "la chance". Mécanique hors des murs du et 100% gagnante pour favoriser la visite. Grâce à une forte présence sur les réseaux sociaux, sur de l'affichage 2m2, dans les bars, restaurants et campings du Pays Basque, les estivants ont la possibilité de scanner un QR code, qui après un petit jeu ludique sur leur téléphone, permet d'obtenir des jetons gratuits dans le casino.

Pour compléter ce dispositif de conquête, une opération de fidélisation est mise en place tout l'été permettant d'offrir des heures au parking Indigo du Casino.

· Vendredi 13 Août : **"Jour de la chance"**

A l'occasion du Vendredi 13 août 2021, les clients cartés Le Carré VIP ont bénéficié d'un bonus de points.

· 17 Septembre au 2 Octobre 2021 : **Opération "5000€"**

Grand jeu pour gagner un chèque de 5000€. Ticket à déposer dans une urne à l'entrée du Casino. Au regard du contexte sanitaire, tirage au sort à huis clos avec huissier pour éviter un pic d'affluence dans l'établissement.

· 22 au 31 Octobre 2021 : **Opération “Doublement Gagnant”**

Opération de fidélisation en 2 phases à destination des clients ayant une carte de fidélité “Le Carré VIP”. Une première phase permettant de gagner des points plus rapidement, et une seconde phase permettant d’acheter des tickets de jeux à -50%.

C. Restaurants / Bars

1. Cartes et horaires et les jours d’ouverture

L’ensemble des points de vente est ouvert tous les jours.

- **Café de la Grande Plage :**
 - Ouvert de 12h00 à 14h30 ou 15h00 pour le déjeuner et de 19h30 à 22h00 ou 23h00 pour le dîner
 - Carte brasserie avec plat et formules du jour
- **Café des Sports** (bar et restaurant des machines à sous) :
 - Bar ouvert de 10h00 à 03h00 tous les jours
 - Restaurant ouvert de 12h00 à 14h30 ou 15h00 pour le déjeuner et de 19h30 à 22h00 ou 22h30 pour le dîner
 - Carte Brasserie avec plat et formules du jour
 - Snacking à toutes heures

Durant l’exercice 2020-2021, les horaires et jours de fermeture ont été adaptés en fonction des mesures gouvernementales liées au Covid-19.

2. Capacité des points de vente

- **Café de la Grande Plage** : 90 places à l’intérieur avec possibilité de moduler les espaces (système de barrières) entre le Café de la Grande Plage et le Café des Sports ; 140 places assises en terrasse.
- **Café des Sports** : 20 places au bar et 30 au restaurant ; 5.50 m de linéaire de bar dédiés à la clientèle
- **Salon Diane** : 200 places assises en banqueting

Durant l’exercice 2020-2021, la capacité des points de vente a été adaptée en fonction des mesures gouvernementales liées au Covid-19.

1. L'activité

Café de la Grande Plage	N-1	N
Nbre de Cvts	47 590	36 270
Ticket moyen (Restaurant)	30,07	29,99
CA TTC Restaurant	1 431 123	1 087 699
CA TTC Limonade	524 549	427 507

Café des Sports	N-1	N
Nbre de Cvts	4 849	2 293
CA TTC Nourritures	124 910	53 010
CA TTC Boissons	182 573	96 397
CA TTC Divers	2 767	4 355

Salon Diane	N-1	N
Nbre de Cvts	2 815	1 367
CA TTC Banqueting	165 529	98 541

D. Effectif

Le nombre de salariés moyen de l'établissement s'est élevé sur l'exercice à 54,54 personnes. Un effort particulier est apporté à la formation professionnelle continue qui représente 0,86% de la masse salariale et 752 heures de formation pour l'ensemble des salariés.

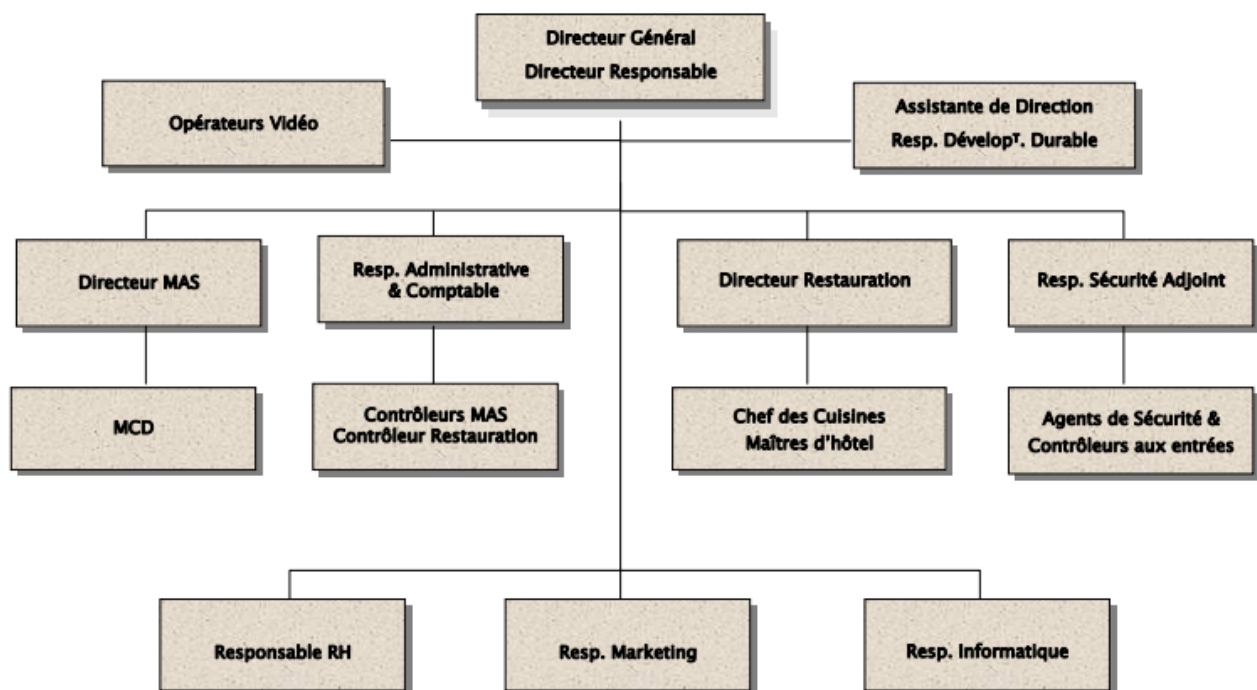
1. Tableau des effectifs par secteur d'activité

Service	ETP sur l'exercice
Administration	5,34
Sécurité VDI	7,97
Entretien et Maintenance	1,8
Jeux	5,99
Vidéo	1,08
Mas	10,70
Restauration	21,66
TOTAL	54,54

Afin de faire face à la crise, diverses mesures ont été prises pour réduire les charges :

- Lors de la période de fermeture, la quasi-totalité du personnel a été placée en activité partielle.
- Nous avons utilisé le dispositif proposé par l'état permettant la prise en charge des CP dans la limite de 10 jours
- Un plan de licenciement collectif a supprimé le poste de chargé commerciale et marketing et le poste de chef de table
- A chaque départ de l'entreprise ou pour chaque absence d'un salarié, la réorganisation du service est étudiée afin de ne pas remplacer systématiquement les salariés absents et/ou de limiter les remplacements au strict nécessaire.
- Pour une meilleure flexibilité des besoins en personnel par rapport aux besoins de l'exploitation, l'emploi de contrats saisonniers et notamment des extras en restauration est privilégié.
- La poly-activité est développée afin de pallier les besoins et les absences des différents services (Caissier Machines à sous et Caissier Jeux de Table, Contrôleur aux entrées/Assistant clientèle/Caissier, Croupier et caissier Jeux de Table).

2. Organigramme de l'établissement (non nominatif)



3. Formations réalisées

Internes :

- | | |
|--|--------------|
| ▪ Prévention pour un jeu responsable | 5 personnes |
| ▪ Lutte Anti-Blanchiment | 44 personnes |
| ▪ Sensibilisation incendie et vol à main armée | 33 personnes |

Elearning :

- | | |
|---|--------------|
| ▪ Jeu responsable | 18 personnes |
| ▪ Barriere Bet | 9 personnes |
| ▪ Accueil de personnes en situation de handicap | 18 personnes |

Externes :

- | | |
|---|--------------|
| ▪ Recyclage SSIAP1 | 2 personnes |
| ▪ Recyclage SSIAP2 | 3 personnes |
| ▪ Remise à niveau SSIAP2 | 1 personne |
| ▪ Recyclage CACES | 1 personne |
| ▪ MAC SST | 18 personnes |
| ▪ Recyclage Habilitation Électrique | 7 personnes |
| ▪ recyclage permis d'exploitation | 1 personne |
| ▪ MAC APS | 5 personnes |
| ▪ Sommeil alimentation et horaires décalés | 9 personnes |
| ▪ Gérer les clients difficiles | 8 personnes |
| ▪ Gestes et postures | 9 personnes |
| ▪ Référent Harcèlement sexuel et agissements sexistes | 1 personne |
| ▪ Management Impulse | 7 personnes |

PARTIE 4

Perspectives et événements post clôture



Partie nationale

Face aux bouleversements notamment économiques générés par la crise sanitaire qui perdurent sur l'exercice en cours à la date de rédaction du présent rapport, les conditions d'exécution des délégations ont été durablement impactées. Il est nécessaire de prendre en considération dans l'exécution future des délégations, d'une part, le contexte sanitaire devenu une donnée à part entière pour le Groupe Barrière et plus généralement pour les acteurs du secteur du tourisme et des loisirs, et d'autre part la consécutive évolution des attentes de la clientèle.

En effet, la mise en place de protocoles de sécurité sanitaire dans les établissements du Groupe et plus globalement les mesures sanitaires rencontrées quotidiennement par nos clients ont profondément modifié leurs attentes. Au travers de ces changements, c'est une démarche de reconquête de notre clientèle habituelle - dont les usages ont été bouleversés par l'épidémie - qui se dessine et de préservation d'une nouvelle clientèle plus jeune.

L'évolution de la fréquentation confirme aussi l'accélération de la transformation des modes de consommation à la fois pour le jeu et les services proposés en matière de restauration et d'animation dont les prémices étaient déjà visibles avant la crise.

Par conséquent, nous devons faire évoluer nos ambitions et adapter les délégations du Groupe si nous souhaitons retrouver, une fois la reprise de l'activité effective, le niveau de performance antérieur à la pandémie. C'est d'autant plus vrai que les sites illégaux de jeux en ligne sont de plus en plus présents. Ils sont une menace qu'il est impossible d'ignorer à la fois pour l'activité des casinos et la sécurité des consommateurs dont les comportements ne sont pas encadrés.

Enfin, le Groupe porte une attention permanente à toute évolution réglementaire ou fiscale qui pourrait une nouvelle fois aggraver la situation financière de ses casinos.

Face au durcissement de la législation portant sur l'utilisation des dispositifs de chauffage ou de climatisation sur les terrasses extérieures, nous nous attendons à un impact sur la fréquentation des terrasses des restaurants mais aussi celles très prisées par les clients dans les espaces de jeux, ce qui fragiliserait plus encore une activité déjà très impactée par la crise sanitaire.

De même, les restrictions sur les pièces d'identité admises à l'entrée des salles de jeu pourraient occasionner une augmentation des refus à l'entrée de nos casinos notamment sur les périodes de fin de semaine, habituellement génératrices d'une clientèle nouvelle.

Les dispositions fiscales visant à rééquilibrer le déficit en France pèsent lourdement dans l'équilibre économique de la concession et rendent fragile la pérennité de celle-ci, et ce malgré les investissements (eux-mêmes sanctionnés dorénavant par la non déductibilité fiscale d'une quote-part des frais financiers générés par le financement de ces

investissements) et les actions permanentes menées sur la gestion des casinos en notre qualité de professionnel du secteur des jeux.

Par ailleurs, l'instabilité des contextes politique et géopolitique pourraient également bouleverser l'activité des casinos du Groupe Barrière.

Partie locale

A la réouverture du Casino le 19 mai 2021, nous avons observé des changements de comportement avec la perte d'une partie de nos clients habituels. Cependant, nous constatons également l'arrivée d'une nouvelle clientèle plus jeune, sans que cela ne compense la clientèle perdue, avec de nouvelles attentes auxquelles il nous faut répondre.

Afin de relever ce défi, le Casino Barrière Biarritz travaille ses espaces pour mettre à profit l'architecture tout en longueur de l'établissement afin d'offrir deux ambiances et proposer ainsi une expérience globale de loisirs nous permettant de contenter ces différentes typologies de clients.

Enfin, nous envisageons l'arrivée du nouvel exploitant du Salon Diane comme une opportunité d'accroître l'attractivité de la zone et espérons pouvoir développer une synergie efficace entre nos établissements.

Opération de reclassement des Titres détenus par Fimalac Développement le 18 novembre 2021:

La société Fimalac Développement, actionnaire minoritaire à hauteur de 40 % au capital du Groupe Barrière, a réalisé une opération de reclassement le 18 novembre 2021 de ses titres vers une de ses sociétés sœurs, la société FHC. Cette opération strictement interne au groupe Fimalac n'entraîne aucune évolution du contrôle de la société Groupe Lucien Barrière ni de la société délégataire du Casino Barrière Biarritz.

DOCUMENTS JOINTS



Tableaux 1 à 6 de la liasse fiscale

Liste des tarifs pratiqués (Carte Restaurant)

1 - BILAN ACTIF				DGFIP N° 2050 2021				
Désignation de l'entreprise: SOCIETE D'EXPANSION TOURISTIQUE DE BIARRITZ				Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois: 12				
Adresse de l'entreprise: 1 AV EDOUARD VII 64200 BIARRITZ				Durée de l'exercice précédent: 12				
si déposé néant, cochez la case: <input type="checkbox"/>								
		Brut 1	Amortissements, provisions 2	Exercice N clos le, 31/10/2021 Net 3	Exercice N-1 Net 4			
Capital souscrit non appelé (I)		AA						
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement	AB		AC				
	Frais de développement	CX		CQ				
	Concessions, brevets et droits similaires	AF	292 821	AG	228 628	64 192	78 042	
	Fonds commercial (1)	AH	76 987	AI		76 987	76 987	
	Autres immobilisations incorporelles	AJ		AK				
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL		AM				
	Terrains	AN		AO				
	Constructions	AP	4 775 955	AQ	2 129 147	2 646 808	2 900 425	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	6 820 048	AS	5 980 644	839 404	1 348 378	
	Autres immobilisations corporelles	AT	828 213	AU	586 355	241 858	190 222	
Immobilisations en cours	AV	44 201	AW		44 201	9 745		
Avances et acomptes	AX		AY					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT				
	Autres participations	CU		CV				
	Créances rattachées à des participations	BB		BC				
	Autres titres immobilisés	BD		BE				
	Prêts	BF		BG				
	Autres immobilisations financières	BH	700	BI		700	700	
	TOTAL (II)	BJ	12 838 924	BK	8 924 774	3 914 150	4 604 499	
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	Matières premières, approvisionnements	BL	82 363	BM		82 363	74 481
		En cours de production de biens	BN		BO			
		En cours de production de services	BP		BQ			
Produits intermédiaires et finis		BR		BS				
Marchandises		BT	2 962	BU		2 962	3 402	
Avances et acomptes versés sur commandes		BV	2 445	BW		2 445	3 319	
Clients et comptes rattachés (3)		BX	53 985	BY	303	53 682	53 913	
Autres créances (3)		BZ	574 881	CA		574 881	1 036 902	
Capital souscrit et appelé, non versé		CB		CC				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres)		CD		CE				
Disponibilités	CF	380 879	CG		380 879	142 135		
Charges constatées d'avance (3)	CH	60 122	CI		60 122	91 805		
TOTAL (III)	CJ	1 157 638	CK	303	1 157 334	1 405 958		
Comptes de Régularisation	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CW						
	Primes de remboursement des obligations (V)	CM						
	Ecart de conversion actif (VI)	CN						
	TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)	CO	13 996 561	IA	8 925 077	5 071 484	6 010 457	
	Renvois : (1) Dont droit au bail		(2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes	CP		(3) Part à plus d'un an :	CR	
Clause de réserve de propriété :		Stocks :			Créances :			

2 - BILAN PASSIF avant répartition						DGFIP N° 2051 2021			
Désignation de l'entreprise : SOCIETE D'EXPANSION TOURISTIQUE DE BIARRITZ						Néant <input type="checkbox"/>			
						Exercice N		Exercice N-1	
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1) (Dont versé : 88 000)				DA	88 000	88 000		
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...				DB	66	66		
	Écarts de réévaluation (2) (dont écart d'équivalence : EK)				DC	22 867	22 867		
	Réserve légale (3)				DD	8 800	8 800		
	Réserves statutaires ou contractuelles				DE				
	Réserves réglementées (3) Dont réserve spéciale des provi pour fluctuation des cours B1)				DF				
	Autres réserves Dont réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes v EJ)				DG	1	1		
	Report à nouveau				DH	(563 089)	1 397		
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)				DI	(720 317)	(564 486)		
	Subventions d'investissement				DJ				
	Provisions réglementées				DK				
	TOTAL (I)				DL	(1 163 671)	(443 354)		
	Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs				DM			
Avances conditionnées				DN					
TOTAL (II)				DO					
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques				DP	214 999	226 830		
	Provisions pour charges				DQ	68 272	70 420		
	TOTAL (III)				DR	283 271	297 250		
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles				DS				
	Autres emprunts obligataires				DT				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)				DU				
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI)				DV				
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				DW	42 312	73 891		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés				DX	931 887	865 623		
	Dettes fiscales et sociales				DY	2 276 072	1 703 794		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				DZ	65 064	36 700		
	Autres dettes				EA	2 636 548	3 476 553		
Compte régular.	Produits constatés d'avance (4)				EB				
	TOTAL (IV)				EC	5 951 884	6 156 561		
Écarts de conversion passif (V)				ED					
TOTAL GÉNÉRAL (I à V)				EE	5 071 484	6 010 457			
RENOVOIS	(1)	Écart de réévaluation incorporé au capital				1B			
	(2)	Dont	Réserve spéciale de réévaluation (1959)			1C			
			Écart de réévaluation libre			1D			
			Réserve de réévaluation (1976)			1E			
	(3)	Dont réserve spéciale des plus-values à long terme				EF			
	(4)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an				EG	5 909 571	6 082 670	
	(5)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP				EH			

3 - COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (en liste)										DGFIP N° 2052 2021	
Désignation de l'entrepriseSOCIETE D'EXPANSION TOURISTIQUE DE BIARRITZ									Néant		
			Exercice N						Exercice N-1		
			France		Exportations et raisons intracommunautaires		Total				
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises		FA	2 447	FB		FC	2 447	10 538		
	Production vendue	biens	FD		FE		FF				
		services	FG	5 220 856	FH		FI	5 220 856	7 864 081		
	Chiffres d'affaires nets		FJ	5 223 303	FK		FL	5 223 303	7 874 620		
	Production stockée						FM				
	Production immobilisée						FN				
	Subventions d'exploitation						FO	198 093	46 496		
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges (9)						FP	260 782	255 035		
	Autres produits (1) (11)						FQ	1 172	500		
	Total des produits d'exploitation (2) (I)						FR	5 683 351	8 176 651		
	CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)						FS	91	1 476	
Variation de stock (marchandises)						FT	440	186			
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)						FU	419 485	675 049			
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)						FV	(7 882)	8 788			
Autres achats et charges externes (3)						FW	1 748 869	2 381 068			
Impôts, taxes et versements assimilés						FX	201 731	343 596			
Salaires et traitements						FY	1 756 500	2 504 047			
Charges sociales (10)						FZ	307 259	635 140			
DOTATIONS D'EXPLOITATION		Sur immobilisations	- dotations aux amortissements *				GA	851 229	1 023 774		
			- dotations aux provisions				GB				
		Sur actif circulant : dotations aux provisions						GC			
		Pour risques et charges : dotations aux provisions						GD	247	6 479	
Autres charges (12)						GE	951 181	1 041 006			
Total des charges d'exploitation (4) (II)						GF	6 229 149	8 620 610			
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)							GG	(545 798)	(443 959)		
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée		(III)				GH				
	Perte supportée ou bénéfice transféré		(IV)				GI				
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)						GJ				
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)						GK				
	Autres intérêts et produits assimilés (5)						GL				
	Reprises sur provisions et transferts de charges						GM				
	Différences positives de change						GN		116		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						GO				
Total des produits financiers (V)						GP		116			
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions						GQ				
	Intérêts et charges assimilées (6)						GR	61 612	46 291		
	Différences négatives de change						GS		132		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						GT				
	Total des charges financières (VI)						GU	61 612	46 423		
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)							GV	(61 612)	(46 307)		
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)							GW	(607 410)	(490 266)		

4 - COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (suite)										DGFIP N° 2053 2021		
Désignation de l'entreprise SOCIETE D'EXPANSION TOURISTIQUE DE BIARRITZ										Néant <input type="checkbox"/>		
										Exercice N	Exercice N-1	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion									HA	1	11 861
	Produits exceptionnels sur opérations en capital									HB	18 998	115 415
	Reprises sur provisions et transferts de charges									HC		13 981
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)									HD	18 999	141 257
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)									HE	73 800	(29)
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital									HF	18 998	114 984
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions									HG	40 218	104 097
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)									HH	133 016	219 051
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)										HI	(114 017)	(77 794)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)										IJ		
Impôts sur les bénéfices (X)										HK	(1 111)	(3 574)
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)										HL	5 702 350	8 318 024
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)										HM	6 422 666	8 882 510
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)										HN	(720 317)	(564 486)
REVENUS	(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme								HO		
	(2)	Dont	produits de locations immobilières							HY		
			produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)							IG		
	(3)	Dont	- Crédit-bail mobilier							HP	12 371	24 247
			- Crédit-bail immobilier							HQ		
	(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)								IH		
	(5)	Dont produits concernant les entreprises liées								IJ		
	(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées								IK	61 612	46 291
	6 bis	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)								HN		
	6 ter	Dont	amortissement des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)							RC		
			amortissement exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies)							RD		
	(9)	Dont transferts de charges								AI	209 721	
	(10)	Dont cotisations personnelles de l'exercice (dont montant des cotisations sociales obligatoires hors CSG/CRDS)								A5		
	(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)								A3		
	(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)								A4	622 712	
	(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles		A6		obligatoires		A9				
		dont cotisations facultatives Madelin						A7				
		dont cotisations facultatives aux nouveaux plans d'épargne						A8				
	(7)	Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) joindre en annexe) :								Exercice N		
	AUT PDS EXC S'OP DE GEST										1	
PRDTS CESSIONS MAS										18 998		
PENALITES / AMENDES FISC									300			
CHGES PERSO EXCEPT									57 148			
AUT CHGES EXCEPT GEST A									16 353			
TOTAL GENERAL									133 016	18 999		
(8)	Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :								Exercice N			
								Charges antérieures	Produits antérieurs			
TOTAL GENERAL												

5 - IMMOBILISATIONS										DGFIP N° 2054 2021				
Désignation de l'entreprise : SOCIETE D'EXPANSION TOURISTIQUE DE BIARRITZ										Néant <input type="checkbox"/>				
CADRE A		IMMOBILISATIONS				Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice		Augmentations						
						1		2						
						3		4						
INCORP.	Frais d'établissement et de développement	TOTAL I				CZ		D8		D9				
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL II				KD	369 808	KE		KF				
CORPORELLES	Terrains					KG		KH		KI				
	Constructions	Sur sol propre	Dont Composants	L9		KJ		KK		KL				
		Sur sol d'autrui	Dont Composants	M1		KM	4 762 866	KN		KO	9 412			
		Installations générales, agencement et aménagements des constructions	Dont Composants	M2		KP		KQ		KR	2 548			
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	Installations générales, agencement et aménagements divers	Dont Composants	M3		KS	7 168 598	KT		KU	18 998			
		Matériel de transport				KV	140 971	KW		KX	107 842			
		Matériel de bureau et mobilier informatique				KY	15 096	KZ		LA	(67)			
	Emballages récupérables et divers				LE		LF		LG					
	Immobilisations corporelles en cours					LH	9 745	LI		LJ	44 150			
	Avances et acomptes					LK		LL		LM				
	TOTAL III				LN	12 651 871	LO		LP	185 516				
	FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence					8G		8M		8T			
		Autres participations					8U		8V		8W			
		Autres titres immobilisés					IP		IR		IS			
Prêts et autres immobilisations financières						IT	700	IU		IV				
TOTAL IV				LQ	700	LR		LS						
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)						OG	13 022 378	OH		OJ	185 516			
CADRE B		IMMOBILISATIONS				Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice		Reste à valoir ou évaluation				
						1		2		3				
						4		5		6				
INCORP.	Frais d'établissement et de développement	TOTAL I				IN		CO		DO		D7		
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL II				IO		LV		LW	369 808	IX		
CORPORELLES	Terrains					IP		LX		LY		LZ		
	Constructions	Sur sol propre				IQ		MA		MB		MC		
		Sur sol d'autrui	(1 128)			IR		MD		ME	4 773 406	MF		
		Inst. gales, agencement et aménagements des constructions				IS		MG		MH	2 548	MI		
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	Installations générales, agencement et aménagements divers	(7 820)			IT		MJ	367 548	MK	6 820 048	ML		
		Matériel de transport				IU		MM		MN	256 633	MO		
		Matériel de bureau et mobilier informatique	677			IV		MP		MQ	15 029	MR		
	Emballages récupérables et divers				IW		MS		MT	556 551	MU			
	Immobilisations corporelles en cours					IX		MV		MW		MX		
	Avances et acomptes					MY	8 271	MZ	1 422	NA	44 201	NB		
	TOTAL III				NC		ND		NE		NF			
	TOTAL IV				NY		NG	368 970	NH	12 468 416	NI			
	FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence					IZ		OU		M7		OW	
		Autres participations					IO		OX		OY		OZ	
Autres titres immobilisés						II		2B		2C		2D		
Prêts et autres immobilisations financières						I2		2E		2F	700	2G		
TOTAL IV				I3		NJ		NK	700	2H				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)						I4		OK	368 970	OL	12 838 924	OM		

6 - AMORTISSEMENTS										DGFIP N° 2055 2021	
Désignation de l'entreprise: SOCIETE D'EXPANSION TOURISTIQUE DE BIARRITZ										Néant <input type="checkbox"/>	
CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES (OU VENANT EN DIMINUTION DE L'ACTIF)									
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises		Montant des amortissements à la fin de l'exercice			
Frais d'établissement et de développement TOTAL I		CY		EL		EM		EN			
Autres immobilisations incorporelles TOTAL II		PE	214 779	PF	13 850	PG		PH	228 628		
Terrains		PI		PJ		PK		PL			
Constructions	Sur sol propre	PM		PN		PO		PQ			
	Sur sol d'autrui	PR	1 862 441	PS	266 080	PT		PU	2 128 521		
	Inst. générales, agencements et aménagements des constructions	PV		PW	626	PX		PY	626		
Installations techniques, matériel et outillage industriels		PZ	5 820 220	QA	508 974	QB	348 550	QC	5 980 644		
Autres immobilisations corporelles	Inst. générales, agencement, aménagements divers	QD	44 388	QE	27 857	QF		QG	72 245		
	Matériel de transport	QH	15 062	QI		QJ		QK	15 062		
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	QL	460 989	QM	38 058	QN		QO	499 047		
	Emballages récupérables et divers	QP		QR		QS		QT			
	TOTAL III	QU	8 203 101	QV	841 595	QW	348 550	QX	8 696 145		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)		ON	8 417 880	OP	855 445	OQ	348 550	OR	8 924 774		
CADRE B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES									
Immobilités amortissables		DOTATIONS			REPRISES			Mouvement net des amortissements à la fin de l'exercice			
		Colonne 1 différentiel de durée et autres	Colonne 2 Mode dégressif	Colonne 3 Amortissement fiscal exceptionnel	Colonne 4 différentiel de durée et autres	Colonne 5 Mode dégressif	Colonne 6 Amortissement fiscal exceptionnel				
Frais établissements TOTAL I		N0	N1	N2	N3	N4	N5	N6			
Autres immob. incorporelles TOTAL II		N7	N8	N6	N7	N8	N9	Q1			
Terrains		Q2	Q3	Q4	Q5	Q6	Q7	Q8			
Constructions	Sur sol propre	Q9	R1	R2	R3	R4	R5	R6			
	sur sol d'autrui	R7	R8	R9	S1	S2	S3	S4			
	inst. gales, agen. et am. des const.	S5	S6	S7	S8	S9	T1	T2			
Inst. techniques mat. et outillage		T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9			
Autres immobilisations corporelles	Inst. gales, agen. am. divers	U1	U2	U3	U4	U5	U6	U7			
	Matériel de transport	U8	U9	V1	V2	V3	V4	V5			
	Mat. bureau et inform. mobilier	V6	V7	V8	V9	W1	W2	W3			
	Emballages récup. et divers	W4	W5	W6	W7	W8	W9	X1			
	TOTAL III	X2	X3	X4	X5	X6	X7	X8			
Frais d'acquisition de titres de participation TOTAL IV		Y1				Y2					
Total général (I + II + III + IV)		Y3	Y4	Y5	Y6	Y7	Y8	Y9			
Total général non ventilé (NP + NQ + NR)		NW	Total général non ventilé (NS + NT + NU)			NY	Total général non ventilé (NW - NY)				
CADRE C		MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES									
		Montant net au début de l'exercice		Augmentations		Dotations de l'exercice aux amortissements		Montant net à la fin de l'exercice			
Frais d'émission d'emprunt à évaluer						Z9		Z8			
Primes de remboursement des obligations						SP		SR			

CAFÉ DE LA GRANDE PLAGE

ENTREES

Ardoise de jambon serranoet guindillas	13,00 €
Fromage frais au basilic	14,00 €
Granola et filets d'anchois marinés	
Foie gras de canard	15,90 €
Accompagné de son chutney	

SALADE

César au saumon	15,20 €
Salade romaine, saumon, anchois, lardons, croûtons, parmesan	

POKE BOWL

Grande Plage	
Céréales (quinoa, épeautre et blé) avocat, concombre, mangue, tomate, wakamé	
VEGAN Nature	14,00 €
Au blanc de volaille	15,50 €
Au saumon	16,70 €

VEGETARIEN

Risotto à la tomate	14,50 €
Petit macaron	

LES HUÎTRES

6 huîtres Marennes Oléron n°3	14,00 €
9 huîtres Marennes Oléron n°3	20,50 €
12 huîtres Marennes Oléron n°3	27,00 €

POISSONS

Mi-cuit de thon et jus de ratatouille	19,20 €
Légumes du soleil	
Pavé de saumon et sa sauce tartare	19,50 €
Pommes frites et salade verte	
Potée de chipirons du Café de la Grande Plage	19,90 €
Jambon Serrano, pimientos del piquillo, agrémenté d'ail	
Gambas snackées	22,50 €
Risotto à la tomate	

VIANDES

Le burger Grande Plage	18,50 €
Pain au sésame, steak haché, oignon doux, salade, tomate, fromage de brebis, sauce barbecue	
Suprême de poulet	18,50 €
Risotto de riz à la tomate	
Faux-filet à la plancha, sauce au poivre	22,50 €
Pommes frites et salade verte	

DESSERTS

VEGAN Soupe de fruits rouges	6,90 €
Sorbet framboise	
Tartelette abricot-pistache	7,50 €
Crème brûlée à la vanille	7,50 €
Classique et authentique	
Moelleux au chocolat	7,50 €
Glace vanille macadamia	
Tiramisu à la framboise	7,70 €
Crème légère à la mascarpone	
Café ou thé plaisir	8,50 €
Moelleux chocolat, salade fruits rouges, pasta, macaron	
Glaces et sorbets au choix	
Chocolat vanille, café, cassia, citron vert, fraise, fruit de la passion, ananas, coco	
1 boule	3,20 €
2 boules	5,20 €
3 boules	7,20 €

MENU GRANDE PLAGE

32,00 €

Fromage frais au basilic
Granola et filets d'anchois marinésOU
Foie gras de canard
Accompagné de son chutney-----
Mi-cuit de thon et jus de ratatouille
Légumes du soleilOU
Suprême de poulet
Risotto de riz à la tomate-----
Crème brûlée à la vanille
Classique et authentiqueOU
Moelleux au chocolat
Glace vanille macadamia

FORMULE DU JOUR*

Plat du jour 14,50 €

* Validité tous les mardis sauf dimanches et jours fériés. Dans la limite des stocks disponibles.

MENU ENFANT 12,00 €

- 12 ANS

Steak haché à la plancha

OU

Pavé de saumon rôti

Accompagné de pâtes ou frites

Glace mûres

OU

Brownie

Coca, Sprite, jus de pomme, ananas, orange (20 cl)

CHAMPAGNES

	couvert et	75 cl
Fouquetts	9,00 €	54,00 €
Moët et Chandon Brut Impérial	11,50 €	70,00 €
Moët et Chandon Rosé	12,90 €	78,00 €
Veuve Clicquot Carte Jaune		78,00 €
Dom Pérignon		220,00 €

VINS AU VERRE ET AU POT

BLANCS	75 cl	30 cl
Saint-Mont AOC, Chemin des Pèlerins	4,80 €	14,90 €
Jurançon AOC sec, Domaine Lassere	5,50 €	
Jurançon AOC moelleux, Domaine Lassere	7,50 €	
ROUGE		
Bordeaux AOC	4,80 €	14,90 €
ROSÉ		
Côtes de Provence AOC	4,80 €	14,90 €

NOS VINS AU VERRE LA SÉLECTION BARRIÈRE

SANCERRE AOC	780 cl
Les Colinettes, Joseph Mellot	
LANGUEDOC-ROUSSILLON IGP	600 cl
Pays d'Oc, Domaine de la Baume, Viognier	
LANGUEDOC-ROUSSILLON IGP	780 cl
Val de Cesse, Clos Jada	
BORDEAUX SUPÉRIEUR AOC	650 cl
Château Pey La Tour, Réserve du Château	
SAINT-ESTÈPHE AOC	780 cl
Héritage de Le Boscq	
TOURAIN AOC	700 cl
Henry Marionnet, Première Vendange	
CÔTES DE PROVENCE AOC	650 cl
e Maur & More », Château Saint-Maur	

VINS BLANCS

	275 cl	75 cl
Jurançon AOC sec, Domaine de Lassere	18,00 €	25,00 €
Jurançon AOC moelleux, Domaine de Lassere		35,00 €
Côtes de Gascogne IGP, Domaine de Pellehaut		22,00 €
Bordeaux AOC, Blanc de Camensac		21,00 €
Entre-deux-mers AOC, Château Moulin de Launay		22,00 €
Muscadet Sèvre et Maine sur lie, AOC - Château du Cléray	14,00 €	22,00 €
Sancerre AOC, Les Colinettes, Joseph Mellot		38,00 €
Macon - Villages AOC, Domaine Dupuis		28,00 €
Pays d'Oc IGP, Domaine de la Baume, Viognier		28,00 €

VINS ROUGES

	30 cl	275 cl
Côtes de Gascogne IGP, Domaine de Pellehaut		22,00 €
Irouleguy AOC, Gori d'Ansa	20,00 €	25,00 €
Cahors AOC, Château de Haute-Serre « Lafleur »		27,00 €
Bordeaux AOC, Château de Camensac		21,00 €
Bordeaux Supérieur AOC, Château Pey La Tour, Réserve du Château		28,00 €
Craves AOC, Château Portet Lamartine		18,00 €
Pessac-Léognan AOC, Dada de Rouillac		35,00 €
Saint-Estèphe AOC, Héritage de Le Boscq		38,00 €
Saumur Champigny AOC, Les Gravettes du Roy	14,00 €	22,00 €
Chevigny AOC, Champagne Domaine Maison		24,00 €
Touraine AOC, Henry Marionnet, Première Vendange		32,00 €
Val de Cesse IGP, Clos Jada		38,00 €
VINS ROSÉS		
Irouleguy AOC, Angi d'Ansa	30 cl	25,00 €
Côtes de Provence AOC, e Maur & More », Château Saint-Maur	20,00 €	28,00 €
Bordeaux AOC, Le Rosé de Camensac		21,00 €

Eaux minérales

	30 cl	100 cl
Vittel, San Pellegrino	3,50 €	4,50 €



Horaires d'ouverture
12h00-14h30 / 19h30-22h00 tous les jours sauf week-end et jours fériés
12h00-12h00 / 19h30-22h00 week-end et jours fériés

Le faux-filet provient d'animaux nés, élevés et abattus en France.
Le steak haché provient d'animaux nés, élevés et abattus en France.
Le steak burger provient d'animaux nés, élevés et abattus en France.

Disponibilité des produits en fonction des arrivages. Tous nos prix sont nets. Service compris.
L'alcool d'abus est dangereux pour la santé, à consommer avec modération.
Produits allergènes : consultez l'information disponible à l'accueil.
*16 euros en carte Madras à 16 euros le jour même. (tarifs hors taxes de 16 euros) sans aucun paiement régulier mensuel d'une pièce d'identité et tout chèque de plus de 16 euros est en cash, non remboursable sous condition.

© 2022 Les Tables Barrière. Tous droits réservés.

